



(EXTRAIT)

NE PAS DIFFUSER SVP

ETUDE DE CAS

LES SUBVENTIONS D'AJWS DANS LE DOMAINE DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES AVEC UN ACCENT SUR LA RECHERCHE DE LA PAIX, LE LEADERSHIP ET LES DROITS DES FEMMES EN CASAMANCE, AU SENEGAL

PAR



**Conseils en Gestion, Etudes et Management
Des Projets et Programmes**

« Un partenaire sûr, pour le succès de vos projets et programmes »

Scat Urbam, n° 12 A 3ème étage Tél/Fax : 867 33 96 BP 7505 Dakar Médina

Août 2014

Sommaire

INTRODUCTION	7
I.1 Les produits ou résultats attendus de l'étude	7
I.2 Le questionnement de l'étude	8
II. LA METHODOLOGIE DE L'ETUDE ET LES LIMITES	8
II.1 La revue bibliographique	8
II.2 La collecte de données	8
II.2.1 La population cible et l'échantillon interviewé pour la collecte de données	8
II.2.2 L'espace de la collecte de données	9
II.2.3 Les outils administrés	9
II.3 L'analyse des données	9
II.4 Le partage des résultats avec les OSC et l'identification des stratégies futures	9
I. QUELLES SONT LES CONTRIBUTIONS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE ET DES ORGANISATIONS DE FEMMES DANS LA POURSUITE DE LA PAIX EN CASAMANCE?	10
I.1. Les zones couvertes et le nombre d'OSC connues à partir des interviews.....	10
I.2. La cartographie des thématiques abordées par les intervenants en Casamance	12
I.3. Les objectifs des OSC	17
I.1. Les populations ciblées par l'action des OSC.....	20
I.2. Les stratégies d'action développées par les OSC	24
I.3. Les principaux résultats des stratégies d'action des OSC.....	31
II. QUELS SONT LES PRINCIPAUX OBSTACLES ET LES FENETRES D'OPPORTUNITE POUR LES ORGANISATIONS DE BASE, LES ORGANISATIONS DE FEMMES ET DE LA SOCIETE CIVILE ŒUVRANT POUR LA PAIX ?	40
II.1. Les difficultés à minimiser et les obstacles à surmonter par les OSC	40
II.2. Les forces à consolider et les opportunités à saisir par les OSC pour l'intervention et dans l'intervention en faveur de la paix.....	44
III. QUELS SONT LES FINANCEMENTS CLES ET LES GAPS/LACUNES STRATEGIQUES POUR LES ORGANISATIONS DE FEMMES, LES ORGANISATIONS DE BASE COMMUNAUTAIRE ET LES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE DE LA REGION?	46
III.1. Les sources de financement des acteurs de la société civile de la région....	46
III.2. Quels sont les gaps stratégiques pour AJWS Comment ces contributions peuvent-elles être renforcées?	50
IV. QUELS SONT LES RESULTATS CLEFS ET LES POINTS DE REPERES QUI PEUVENT ETRE UTILISES POUR SUIVRE ET EVALUER EFFICACEMENT LES PROGRES DES STRATEGIES DE SUBVENTIONS ET LA CONTRIBUTION D'AJWS AUX QUESTIONS LIEES A LA PAIX ET LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA REGION?	52

RESUME DE L'ETUDE

Cette étude analyse et relate les points ci-après.

La cartographie des zones d'intervention des OSC

L'étude a identifié les zones couvertes par les actions des OSC qui s'étendent dans les trois (3) départements de la région de Ziguinchor, à savoir Ziguinchor, Vélingara et Sédhiou. Dans ces départements, de manière générale, ce sont les localités bordant les frontières du Sénégal avec la Gambie et avec la Guinée Bissau qui ont été les plus affectées par le conflit car servant de base de repli aux factions de la rébellion. Ces zones ont aussi davantage bénéficié de l'action des OSC.

La cartographie des thématiques abordées par les intervenants en Casamance

- Dans le domaine des droits civils et politiques, plusieurs thématiques sont abordées par les ONG. Il s'agit notamment de :
- la résolution du conflit qui est abordée par 96,55% des OSC interrogées car elle constitue un enjeu pour elles. La majeure partie de ces organisations travaille dans le cadre de la promotion du dialogue entre les acteurs, du pardon et de la réconciliation au sein et entre des communautés afin de reconstruire les liens de parenté, de voisinage et de solidarité entre les populations des zones de conflit à travers la mise en œuvre d'activités d'investissement collectif. Les OSC influencent aussi l'Etat et le MFDC en vue de négociations qui puissent déboucher sur une paix durable.
- 41,38% des OSC font du plaidoyer et la sensibilisation sur les conséquences négatives du conflit à travers des causeries et des conférences. L'objectif visé est de générer un changement de la vision et du comportement des populations face à au conflit
- l'amélioration des conditions de vie mobilise 52% des OSC au regard de la situation difficile des populations dans le contexte du conflit et marquée par des déplacements de population, le minage des zones de production agricole, la mort ou la disparition des chefs de famille qui sont les principaux pourvoyeurs de ressources dans la famille.
- Au regard de la complexité du conflit caractérisé à la fois de politique, économique et culturel, la manière de communiquer, le renforcement capacités des OSC elles mêmes est apparue comme un domaine d'intervention prise en charge par 37,93% des structures interrogées.
- La construction d'un mouvement ou de plateforme concerne 27,59% des organisations qui l'on intégrée dans leur projet, avec la mise en place des comités de forêt et des comités transfrontaliers pour la paix ainsi que des comités locaux de gestion et de résolution de conflits, de même que la mobilisation à grande échelle des jeunes et des femmes
- Le leadership des femmes est une composante des projets pour 24,14% des structures à travers des actions pour renforcer la représentation et la participation politique dans les instances électives locales et communautaires.
- Les relations de genre sont aussi explorées par les OSC (20,69%) aussi bien en traversant la construction de mouvement, ce qui a donné naissance à la PFPC que dans l'amélioration des conditions de vie. Beaucoup de femmes se sont retrouvées cheffes de famille à la mort, à la fuite ou à l'engagement du conjoint dans le maquis de la rébellion, jouant ainsi des rôles nouveaux.
- La prise en charge des conséquences du conflit mobilise 72,7% des structures interrogées, avec la gestion des blessures faites par des mines, la lutte contre la paupérisation.

Les objectifs des OSC

Les objectifs poursuivis par les OSC interrogées, dans leurs actions dans le domaine des droits civils et politiques avec un accent sur la recherche de la paix, le leadership et les droits des femmes en Casamance sont en rapport avec les thématiques suivantes :

- La résolution du conflit
- L'amélioration des conditions de vie
- Le renforcement des OSC
- La construction de mouvement, de plate-forme
- Le leadership des femmes
- Les relations de genre
- La prise en charges des conséquences liées au conflit

Les populations ciblées par l'action des OSC

Les femmes sont la principale cible, ensuite viennent les jeunes, même si l'explicitation des thématiques et la formulation des objectifs ne le précisent pas suffisamment, suivi par les populations déplacées et enfin les acteurs du conflit [(L'état et l'armée et MFDC).

Les stratégies d'action développées par les OSC

Différentes stratégies ont cours pour atteindre les objectifs à travers les thématiques.

- L'appui pour la reprise des activités de production économique L
- La communication sociale qui est transversale et appuie toutes les autres stratégies et actions dans la recherche de la paix.
- La mise en place d'instances et de mécanismes communautaires de gestion de la paix
- Le dialogue et la réconciliation transfrontalière
- L'influence sur les principaux instigateurs du conflit
- L'éducation, la formation et renforcement de capacités
- La sécurité et la mobilité des biens et des personnes
- La construction, la reconstruction et la réhabilitation de l'habitat et des équipements socio-économiques et infrastructures de base pour faciliter, appuyer et consolider le retour des populations déplacées ou dont les sites de vie sont largement endommagés par les combats.
- La participation citoyenne pour le développement du leadership féminin et de la citoyenneté des femmes.

Les principaux résultats des stratégies d'action des OSC

Les OSC se sont mobilisées dès le déclenchement du conflit. En 1998, elles font vraiment une irruption dans le contexte grâce au CONGAD. Mais leurs actions ont vraiment pris de l'envergure et eu un impact sur le processus de paix à partir de 1999, année de la création d'USOFORAL. Les différentes formes de mobilisation des femmes leur ont valu d'être admises aux rencontres de Banjul entre l'Etat et le MFDC. Celles des jeunes leur ont fait gagner non seulement de la maturité, mais aussi de la considération de la part de leurs pairs, de la part des adultes au sein des OSC, de l'Etat et du MFDC. En observant l'évolution des événements, plus on avance dans le temps, plus les actions de l'Etat et du MFDC deviennent perlées, éparses, intermittentes alors que celles des OSC se densifient et se

diversifient. Leur influence grandit et leur voix devient aujourd'hui très forte. Il leur reste d'élargir leur aire d'intervention dans la région.

Des forces réelles sous-tendent les résultats probants dans la construction de la paix auxquels les OSC ont apporté une contribution notable, telle qu'en attestent les entretiens, les rapports de terrain et les informateurs clés de l'administration, des services techniques, des anciens membres du MFDC, d'élus locaux dont ceux des « zones rouges »¹ et de partenaires au développement.

La cartographie des thématiques abordées par les intervenants partenaires ainsi que les stratégies d'actions dégagées par les OSC attestent d'une congruence effective avec la stratégie Sénégal d'AJWS.

Les résultats atteints en faveur du développement et de la recherche de la paix sont reconnus aussi bien par les populations que par l'état, à son plus haut niveau, à savoir le président de la république ainsi que par le MFDC qui considère les OSC comme des actrices responsables.

Cela signifie qu'il est impératif de renforcer ce processus afin de contribuer encore plus à l'accélération de la marche vers la paix.

Néanmoins, dans l'exercice de leur participation au développement de la région, les OSC sont aussi confrontées à plusieurs difficultés. Leurs actions sont parfois affaiblies par les problèmes ou obstacles internes.

Les difficultés à minimiser et les obstacles à surmonter par les OSC

- La faible expérience de construction de grands ensembles pour mener des actions aptes à impacter sur le processus. Les OSC ne travaillent pas souvent en synergie et malgré la prise de conscience de la nécessité des grands ensembles pour peser sur le processus de négociation, elles ne mobilisent pas suffisamment d'énergie à cet effet.
- Les faibles capacités organisationnelles et opérationnelles des OSC.

Les sources de financement des acteurs de la société civile de la région

Les financements mobilisés par les OSC sont d'origine diverses. Ils viennent des ONG internationales, des fondations, des organisations du système des Nations Unies, des Ambassades et de la coopération bilatérale, des programmes de consortium (PAISUD), des programmes de développement de l'Etat. Le tableau ci-dessous en donne des détails. Dans certains cas, des OSC locales d'exécution de projets sont considérés comme partenaires financiers par les populations.

Les contributions du financement d'AJWS dans le domaine de la paix dans la région

La satisfaction vis-à-vis la collaboration avec AJWS est exprimée par les OSC partenaires

Le degré de participation des partenaires à la prise de décision est jugée satisfaisant et les partenaires ont une bonne perception des relations avec AJWS, à tel point que plusieurs OSC ont été introduites dans le portefeuille sur information d'une de leur collègue.

De même, les OSC apprécient l'appui conseil et la réorientation que fournit AJWS grâce à la consultante nationale pour assurer de meilleurs résultats des projets.

Les gaps stratégiques pour le financement AJWS

Les propositions de thématiques à couvrir dans l'avenir intègrent la gestion des ressources naturelles qui constitue un élément conflictogène en Casamance.

¹ Sont dénommées « Zones rouges » celle de Sindian, celle des palmiers et du Narang, l'axe Ziguinchor – Kolda et celle d'Oussouye (Cassolole) où existent des cantonnements du MFDC ou bien où les attaques avaient été fréquentes.

Le nombre d'OSC appuyé en Casamance pour la construction de la paix est jugé insuffisant par les partenaires.

Pour les partenaires, l'intervention d'AJWS dans le processus de construction de la paix devrait également dépasser la Casamance et s'intéresser aux autres régions du Sénégal, d'autant plus que la construction de la paix pour qu'elle soit encore plus efficace doit revêtir une dimension nationale.

Selon les partenaires, AJWS devra renforcer son intervention en faveur de la participation politique des femmes pour donner plus de force à cette thématique.

En plus, AJWS pourrait appuyer davantage d'OSC de jeunes et/ou les programmes en direction des jeunes mais en prenant soin que les jeunes filles soient associées au leadership et à la décision, pas seulement de façon formelle, mais de manière effective.

Un autre gap à combler concerne les montants des financements jugés réduits et leur courte durée.

Les domaines stratégiques suivants contribueront à la réalisation de cette mission ouverte à tous les partenaires techniques et financiers intervenant en Casamance et ou sur la paix.

Domaines de stratégie à appuyer pour l'avenir

- Le renforcement des capacités des acteurs à la base par l'information et la formation des autorités locales, des parlementaires, des populations, des parties prenantes du MFDC (femmes, jeunes) et des militaires sur les droits, la décentralisation et la gestion non violente
- Le plaidoyer, le dialogue social et la communication pour le développement et la paix
- La collaboration, la synergie entre les OSC, la consolidation des initiatives de mouvement au communautaire, au plan régional (Casamance naturelle), leur extension au niveau national et sous régional avec un accent sur le leadership des femmes et des jeunes
- L'influencer sur le processus de paix par la promotion du dialogue entre les différents protagonistes, l'implication des pays limitrophes (Gambie et Guinée Bissau) et la participation effective des OSC aux négociations
- Le plaidoyer et le lobbying pour le développement socioéconomique des zones de conflits en Casamance
- Le renforcement des capacités organisationnelles des OSC partenaires d'AJWS et les rencontres d'échanges
- L'accroissement la participation politique des femmes et de leur leadership dans les espaces de prise de décision locale, régionale et nationale

INTRODUCTION

American Jewish World Service (AJWS) est le leader des organisations juives travaillant dans les domaines des droits humains et du développement et œuvrant pour la réalisation des droits humains et pour mettre fin à la pauvreté dans les pays en voie de développement.

AJWS poursuit le changement durable en apportant un soutien financier aux organisations de base locales et aux organisations globales de droits humains travaillant en Afrique, en Asie et dans les Amériques

AJWS mobilise les Juifs américains et d'autres personnes aux États-Unis pour plaider en faveur de politiques qui bénéficieront aux personnes dans le monde en développement.

Au Sénégal, AJWS concentre ses subventions dans la région sud de la Casamance et soutient les organisations qui travaillent sur la paix et la promotion du leadership et des droits des femmes. AJWS appuie des organisations locales avec un budget de 375.000 dollars américains en 2013, y compris des organisations dirigées par des femmes qui militent pour une approche inclusive à la médiation du conflit en Casamance. Il s'agit de l'association le Gabou, le Comité d'Action pour le Développement de la zone des Palmiers (CADP), le CASADES, Afrique Enjeux (AFEX), la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC), Construire la Paix par le Développement Economique et Social (COPI), ASAPID, Dynamique de Paix en Casamance, USOFORAL et World Education.

But de l'étude

Le but à long terme d'AJWS est de soutenir le développement d'un mouvement de base dynamique qui mobilise la société civile sénégalaise pour contribuer au règlement du conflit en Casamance et promouvoir les droits des femmes à participer au rétablissement de la paix et au développement communautaire.

Ainsi, cette étude de cas sur « *le travail de subvention d'AJWS dans le domaine des droits civils et politiques avec un accent sur la recherche de la paix, le leadership et les droits des femmes en Casamance, au Sénégal* » servira à mieux orienter les stratégies actuelles et développer des données ou points de références mesurables pour évaluer le progrès du travail d'AJWS en Casamance.

I.1 Les produits ou résultats attendus de l'étude

Cartographie Stratégies et Réflexions

- Pour documenter les rôles et les contributions des femmes, la société civile et les organisations de base dans le processus de consolidation de la paix en Casamance.
- Développer une chronologie complète des événements clés, les changements de contexte, les revers et les moments de progrès afin de documenter et de tirer des leçons sur le travail mené jusqu'à présent sur les questions de paix.
- Effectuer des recherches et des entrevues primaires et secondaires avec des informateurs clés, y compris les partenaires d'AJWS, collègues bailleurs de fonds et autres acteurs de la société civile pour identifier les stratégies, les interventions, les possibilités de changement social et les lacunes qui pourraient nuire à l'efficacité des efforts de consolidation de la paix dans la région.
- Utiliser les données ci-dessus pour réviser les stratégies actuelles d'AJWS et fournir des recommandations sur la façon dont AJWS peut soutenir plus efficacement ses partenaires à contribuer au travail de consolidation de la paix dans la région
- Documenter le rôle et la contribution du financement d'AJWS en Casamance.

Données de Référence

- Développer de façon participative une base de référence avec données de références et des résultats attendus significatifs et mesurables pour mettre en œuvre les stratégies de subvention d'AJWS et qui feront l'objet d'un suivi et évaluation dans le temps; nous espérons que ces données de références seront utiles à d'autres parties prenantes travaillant en Casamance.

I.2 Le questionnement de l'étude

Le présent rapport permet de répondre aux questions de recherche suivantes, en rapport avec les produits ou résultats attendus :

1. Quelles ont été les contributions des organisations de la société civile et des organisations de femmes dans la poursuite de la paix en Casamance? Comment ces contributions peuvent-elles être renforcées?
2. Quelles ont été les contributions du financement d'AJWS dans le domaine de la paix dans la région? Comment ces contributions peuvent-elles être renforcées?
3. Quels sont les financements clés et les gaps/lacunes stratégiques pour les organisations de femmes, les organisations de base communautaire et les acteurs de la société civile de la région? Quels sont les gaps stratégiques pour AJWS mais aussi des autres partenaires financiers?
4. Quels sont les principaux obstacles et les fenêtres d'opportunités pour les organisations de base, les organisations de femmes et de la société civile œuvrant pour la paix ?
Quels sont aussi les obstacles et les opportunités pour AJWS?
5. Quels sont les résultats clefs de court, moyen et long terme et les points de repères qui peuvent être utilisés pour suivre et évaluer efficacement les progrès des stratégies de subventions et la contribution d'AJWS aux questions liées à la paix et le leadership des femmes dans la région de AJWS?

II. LA METHODOLOGIE DE L'ETUDE ET LES LIMITES

II.1 La revue bibliographique

L'équipe a procédé à une recherche de sources documentaires en plus de la compilation dynamique des accords de financement, des documents de projets financés, des rapports d'exécution des projets des partenaires d'AJWS, des contributions sur le processus de paix en Casamance avec un accent sur les droits civils et politiques des femmes.

II.2 La collecte de données

II.2.1 La population cible et l'échantillon interviewé pour la collecte de données

Les différentes structures ciblées se regroupent en catégories.

1. Les OSC
 - Les organisations partenaires d'AJWS dans la Casamance naturelle (Régions de Ziguinchor, de Sédhiou et de Kolda)
 - Les organisations non partenaires d'AJWS dans la Casamance naturelle
 - Des organisations actives dans la paix en Gambie et en Guinée Bissau.
2. Les structures de l'état
3. Les membres du MFDC

4. D'autres acteurs du processus local de développement et de médiation (radios communautaires, groupes de facilitation, partenaires transfrontaliers, etc.).

II.2.2 L'espace de la collecte de données

La collecte de données de la recherche a couvert la Casamance naturelle (Régions de Ziguinchor, de Sédhiou et de Kolda). Elle également été menée en Gambie et en Guinée Bissau où les partenaires d'AJWS ainsi que d'autres OSC ont noué des relations de collaboration.

II.2.3 Les outils administrés

Des outils participatifs de collecte de données sont conçus par l'équipe de recherche pour conduire des entretiens semi-directifs et des focus-groups effectués avec des aides mémoires ainsi que des cadres de dialogue participatif et de production pertinente. Ces outils ont été complétés par des questionnaires qui ont permis de saisir des données qualitatives mais aussi quantitatives sur des éléments afférents aux organisations partenaires et aux organisations non partenaires, ainsi qu'aux capacités des OSC, aux droits des femmes et à leur leadership.

II.3 L'analyse des données

L'analyse des données décrit, à l'aide de tableaux, de cartes et graphiques, les liens ou associations entre le financement d'AJWS, l'action des partenaires, le renforcement des OSC, le leadership des femmes, le déroulement du conflit et la recherche de la paix.

II.4 Le partage des résultats avec les OSC et l'identification des stratégies futures



L'atelier de partage a permis de compléter et de valider les données de recherche de terrain dont la liste des OSC actives dans la recherche de la paix en Casamance, de présenter et de partager les résultats provisoires de l'étude, partager les thématiques abordées par les différentes organisations interviewées, stabiliser l'analyse des résultats de la collecte de données par les acteurs concernés.

Il a aussi favorisé une projection collective vers l'avenir, dans les 3 prochaines années.

LES RESULTATS DE L'ETUDE

I. QUELLES SONT LES CONTRIBUTIONS DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE ET DES ORGANISATIONS DE FEMMES DANS LA POURSUITE DE LA PAIX EN CASAMANCE?

I.1. Les zones couvertes et le nombre d'OSC connues à partir des interviews

Les zones couvertes par l'intervention des OSC				
Région	Département	Localités	Récurrence	Spécificités
Ziguinchor	Ziguinchor	Département de Ziguinchor	6 OSC	Ziguinchor est la capitale de la Casamance naturelle, ayant été, depuis 1960, le centre politique, économique de cet espace. Les localités d'Effok, de Santhiaba Manjack, d'Oussouye, de Niaguiss et Nyassia sont situées à la lisière de la région de Ziguinchor et font frontière avec la Guinée Bissau qui a souvent servi de base arrière et de sites de combats entre l'armée et le MFDC. En plus même avant le conflit, la zone de Niaguiss et de Nyassia est gangrénée de cas de vols de bétail. Les premières années du conflit a accru les cas de vols. Beaucoup de ces villages ont connu des incendies provoqués et des déplacements de populations.
		Niaguiss	2 OSC	
		Nyassia	2 OSC	
	Oussouye	ONG	6 OSC	
		Effok	1 OSC	
		Santhiaba Manjack	2 OSC	
		Oussouye	1 OSC	
Ziguinchor	Bignona	Département de Bignona	5 OSC	Dans le département de Bignona, Diouloulou et Sindian font frontière entre le Sénégal et la Gambie où le MFDC s'est souvent réfugié après des attaques, imposant la terreur aux populations. La zone du Narang se situe dans la communauté rurale de Kataba 1 et longe la frontière entre le Sénégal et la Gambie. Dans cette zone, il existe 17 cantonnements de combattants. Cette zone qui comporte une forêt classée énorme et touffue était la manne financière des voisins Gambiens. Cela a occasionné l'installation des combattants qui exploitent la forêt en relation avec la Gambie.
		Diouloulou	1 OSC	
		Sindian	2 OSC	
		Zone des Palmiers et du Narang	1 OSC	
Kolda		Département de Kolda	2 OSC	Kolda a été assez périphérique dans le conflit et la recherche de la paix, en raison de son éloignement relatif du centre du conflit
	Kolda		OSC	
	Médina Yoro Foulah		0 OSC	
	Vélingara		0 OSC	

Les zones couvertes par l'intervention des OSC				
Région	Département	Localités	Récurrence	Spécificités
Sédhiou	Sédhiou		4 OSC	Dans la région de Sédhiou, le département de Goudomp abrite des épïcètres de conflit comme Diattacounda et Goudomp situées le long de la frontière avec la Guinée Bissau et présentant les mêmes caractéristiques que Niaguiss et Nyassia, sis le long de la route du sud, communément nommée N6. Le département de Bounkiling notamment le Kandion Magana le long de la frontière Gambienne et celle de Kabeumb dans le commune de Diacounda demeurent les plus grandes zones de rébellion malgré l'évacuation totale du village de Koussy III dans la comme de Koussy/ arrondissement de Diendé
	Goudomp	Diattacounda	3 OSC	
		Goudomp	2 OSC	
	Bounkiling		4 OSC	

L'intervention de certaines OSC est à cheval sur plusieurs départements et leur œuvre s'étend dans toute la Casamance naturelle.



La carte permet de visualiser la concentration géographique de l'intervention des OSC.

Presque toute la région de Ziguinchor a été touchée par le conflit, même si c'est de façon différenciée et inégale. De manière générale, ce sont les localités les plus affectées par le conflit qui ont eu à bénéficier davantage de l'action des OSC.

C'est ainsi que les départements de Bignona (dans le Diouloulou et le Sindian), d'Oussouye et de Ziguinchor qui constituent la région de Ziguinchor, sont les plus ciblés à cause de leur situation géopolitique et géostratégique particulière dans le cadre de ce conflit. Ils abritent les camps de Diakaye (Bignona à la frontière avec la Gambie) et de Kassolole (au sud, à la frontière avec la Guinée Bissau).

Il n'en demeure pas moins que Kolda et Sédhiou, de manière limitée ont aussi fortement vécu les conséquences du conflit sans une attention particulière des organisations de la société civile. C'est le cas de Koussy 3, un village dans le Diendé (Sédhiou) peuplé à majorité de diola qui a été rasé et vidé de ses populations et qui se reconstitue sans intervention extérieure.

Certaines organisations partenaires d'AJWS sont limitées dans leur terroir proche (ASAPID dans le Diouloulou, CADP dans la zone des palmiers et du Narang et COPI dans la zone de Bignona, AFEX dans le Balantacounda et Londo Loolo dans le Sédhiou). D'autres ont une intervention de dimension régionale comme USOFORAL, la radio Gabou et Kabonketor (région de Ziguinchor) alors que la PFPC intervient à travers les 3 régions de la Casamance naturelle. Par contre, World Education et DPC étendent leur intervention jusqu'en Gambie et en Guinée Bissau. Mais il faut noter qu'aussi bien USOFORAL qu'AFEX ont des collaborations transfrontalières.

Il faut noter la concentration des partenaires d'AJWS dans l'axe Ziguinchor, Oussouye, Bignona, à l'instar des autres OSC non partenaires d'AJWS.

Selon nos enquêtes, il y a 17 cantonnements de combattants dans la zone des palmiers et du Narang. La zone du Narang se trouve dans la communauté rurale de Kataba 1 et longe la frontière au Nord entre le Sénégal et la Gambie. Cette zone contient une forêt classée énorme et touffue qui est la manne financière des exploitants clandestins gambiens et qui sont en relation avec le MFDC qui leur sert de couverture.

Daouda Bosse Sonko PCR et Président du CADP

A partir de 1992, notre zone était devenue l'épicentre de la crise avec l'installation à Mongone du camp rebelle de Diakaye. Au regard de ma position sociale, j'ai été amené à plusieurs reprises de prendre ou à être associé à des initiatives dans le processus de paix.

D'abord en 95, dans tous les villages de la communauté de Kataba1, des bals étaient fréquemment organisés pour soutenir les combattants ; cela perturbait le fonctionnement normal des écoles car les élèves qui participaient aux bals ne pouvaient plus être performants à l'école. Alors en tant que directeur de l'école d'Ebinako, j'ai pris l'initiative de rencontrer les responsables des rebelles pour attirer leur attention sur les méfaits que ces activités avaient sur l'avenir des jeunes élèves ; ils ont alors accepté de libérer les écoles !

Abdoulaye Badji, Président de la communauté rurale de Kataba1, arrondissement de Diouloulou

I.2. La cartographie des thématiques abordées par les intervenants en Casamance

Dans le domaine des droits civils et politiques, plusieurs thématiques sont abordées par les ONG. Il s'agit notamment de la résolution du conflit (modalités, mécanismes, moyens,

stratégies...), de l'amélioration des conditions de vie des populations, du renforcement des OSC, de la construction d'un mouvement de plateforme etc.

Le tableau qui suit présente la répartition thématique des domaines d'intervention des OSC

Les thématiques abordées par les OSC partenaires d'AJWS	Récurrance	% parmi les partenaires d'AJWS	% parmi les OSC
La résolution du conflit	11	100%	39%
L'amélioration des conditions de vie	5	45%	33%
Le renforcement des OSC	4	36%	36%
La construction de mouvement, de plate-forme	2	18%	25%
Le leadership des femmes et des jeunes	5	45,45%	71%
Les relations de genre	3	27%	5%
La prise en charges des conséquences liées au conflit	7	63%	58%

L'analyse du tableau des thèmes traités par les OSC montrent que leurs actions s'inscrivent dans plusieurs domaines que sont :

- Les actions directes de résolution du conflit
- L'amélioration des conditions de vie des populations affectées par le conflit
- le renforcement de capacités des acteurs impliqués dans la gestion du conflit (OSC, le leadership féminin, les relations de genre dans le contexte du conflit
- La construction de mouvement, de plateforme d'action)
- L'information et la sensibilisation sur les conséquences de la crise
- Des actions connexes (Assurer la promotion des droits socio-économiques et culturels des populations victimes du conflit, renforcer les capacités des ressources humaines sur la vulgarisation des droits et la résolution du conflit en tenant compte de la dignité humaine notamment)

Nous avons constaté que la communauté rurale de Santhiaba Manjack où nous avons focalisé notre force était la plus touchée voir même rayée de la carte suite aux turbulences de la crise. La couche la plus touchée est les femmes et les enfants. Les écoles étaient abandonnées et des fois détruites par les affrontements, des maisons ont été détruites, des récoltes saccagées, des vies perdues et tout cela cause la vulnérabilité des ces cibles

Et il y a eu des déplacements des populations vers des zones de refuges.

Aujourd'hui, avec l'implication des populations de la zone dans la recherche de la paix et le retour des personnes déplacées la zone de Santhiaba Manjack vit dans la stabilité. et cela depuis 2004. Cela se voit par le retour massif des populations surtout pour le village de Effock et de Youtou L et aussi de l'ouverture de l'Eglise Catholique de Effock.

Abdoulaye Gassama Coordinateur COPI de Sindian

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie, elle mobilise 52% des organisations partenaires. En effet les OSC affirment avoir le souci d'améliorer la situation difficile des populations pour lesquelles elles œuvrent.

Pour ce faire, les principales catégories d'activités conduites sont l'aménagement de blocs maraîchers pour la reprise la production agricole (COPI), l'amélioration des capacités de production des populations avec des formations aux techniques modernes de production et l'octroi de petits équipements de travail (KAGAMEN et SYAFD). Certaines organisations ont opté pour le développement des activités génératrices de revenus (AGR) dans le souci d'amener les populations démunies à s'engager davantage dans la vie active pour relever leur niveau de vie par le développement des activités économiques.

Ainsi elles sont accompagnées dans la production, la transformation et la commercialisation des produits locaux. Pour ces OSC, au-delà de l'amélioration des conditions de vie des populations affectées par le conflit, il fallait aussi éviter qu'elles tombent dans l'oisiveté. L'amélioration des conditions de vie est alors présente comme un moyen permettant de gérer les frustrations et surtout d'atténuer le sentiment d'injustice et d'abandon par les autorités, ce qui pourrait contribuer à la radicalisation en faveur du conflit. La résolution du conflit passe aussi par la gestion des frustrations et la création et l'occupation des acteurs par des activités économiques à fort impact sur les conditions de vie.

Certaines OSC (41,38%) s'appesantissent plus sur **le plaidoyer et la sensibilisation sur les conséquences négatives du conflit**. Parmi ces OSC nous pouvons citer KABONKETOOR et APRAN. Ces organisations ont mis l'accent sur la sensibilisation travers des causeries et des conférences et des échanges. L'objectif visé dans le cadre de cette activité est de permettre un changement de la vision et du comportement des populations face à au conflit : sensibiliser pour changer le regard et la vision afin que s'installe la paix. Cette stratégie s'inscrit dans des logiques qui visent à mobiliser les acteurs sur quelque chose de positif et qui conditionne le retour de la paix.

D'autres OSC se trouvent sur de nombreuses thématiques : la gestion, la prévention et la résolution du conflit (AFEX, KABONKETOOR, Enfance et Paix, USOFORAL, World Education, MJPI, PDC, etc.). Ainsi des formations sont organisées pour l'identification des « petits » conflits c'est-à-dire des conflits considérés mineurs ou latents, pour leur trouver pédagogiquement des solutions endogènes. Des modules de formation sont ainsi déroulés autour de la dynamique des groupes, de l'identification et la gestion des frustrations, de la communication, de la médiation. Il s'agit d'amener les populations à s'exercer à résoudre leurs différends elles-mêmes et de façon pacifique. Dans ce cadre TOSTAN a initié un outil en 5 étapes pour la résolution d'un problème : Identifier, analyser ensuite proposer des solutions, choisir la solution la plus appropriée et enfin faire une planification pour résoudre le problème. Cette démarche peut être effectivement utilisée par des communautés pour gérer les tensions en leur sein.

Au regard de la complexité du conflit, **la manière de communiquer, le renforcement capacités des OSC** elles mêmes est apparue comme un domaine d'intervention prise en charge par 37,93% des structures interrogées. Ces ONG s'activent dans la formation et le renforcement de capacité des autres OSC. Elles sont formées dans la résolution du conflit (CRS), en leadership avec l'AFEX, dans le comportement en milieu rural avec l'YMCA. Elles sont également formées en droit pour une bonne participation à la citoyenneté. Ce renforcement de capacité ou transfert de compétences leur permet d'être mieux outillé dans l'exercice de leur participation active à la recherche et à la consolidation des facteurs de la paix.

La construction d'un mouvement fort ou de plate forme a concerné que 27,59% des organisations qui l'on intégrée dans leur projet. Cela s'est traduit par la mise en place des comités de forêt et des comités transfrontaliers organisés pour la préservation des forêts (ASAPID, AFEX), en articulation avec d'autres thématiques comme le plaidoyer et la sensibilisation sur les conséquences négatives du conflit, la résolution du conflit, l'amélioration des conditions de vie, etc. Dans cette même lancée, le CRS a initié une marche vers la paix avec les communautés comme leader. Elles deviennent ainsi garantes de leur propre destin.

Le RENAPEC de même que la PFPC, APAC et Dynamique de paix, le PAISUD sont le résultat de construction de réseaux, de systèmes de collaboration et de plateforme. A cet égard, il faut revenir sur le forum du CONGAD (1998) qui a été un des premiers grands événements de la société civile organisé en Casamance sur le conflit. Le CONGAD avait regroupé les organisations de la société civile, les représentants des populations et du MFDC, les leaders d'opinion, les PTF et les services techniques déconcentrés de l'Etat pour parler de « paix et développement » en Casamance, alors que le contexte de ce moment-là était marqué par la prédominance des courants militaristes pour la résolution du conflit.

Malgré cette expérience vécue par de nombreux acteurs et qui a libéré la parole sur la crise, les OSC actives dans le processus de paix travaillent moins dans la construction d'un mouvement fort. A quelques exceptions les OSC interviennent de manière individuelle et isolée ou par collaboration intermittente et par binôme.

Au cours de l'atelier de partage du pré rapport à travers le diagramme de VENN, elles ont pris conscience de la faiblesse de leurs interrelations dans leur intervention mais aussi de la nécessité de soutenir une collaboration large par des événements aptes à générer de grands ensembles capables de peser fortement sur les protagonistes du conflit.

Le leadership des femmes a été évoqué comme composante des projets par 24,14% des structures. En effet, dans certains villages, où la parole en public n'était « autorisée » qu'aux hommes, les OSC contribuent à apporter un changement. Ainsi, les femmes furent formées et encouragées à prendre la parole en public (TOSTAN et ASAPID). Elles ont été insérées dans les instances de décision lors des réunions de village (AFEX). D'autres, comme Madame Souaré présidente de Kagamen, ont même accédé au bureau du conseil municipal (1^{ère} adjointe).

En plus de cela, elles sont formées et insérées dans des activités lucratives de couture (YMCA). Ce « nouveau » pouvoir renforcé des femmes leur donne plus de confiance et leur permet de mieux agir pour relever leur niveau de vie et prendre en charge leur foyer.

USOFORAL s'est beaucoup investi dans le renforcement de capacités économiques des femmes dans la production et leurs possibilités d'influence des décisions au sein de la communauté, de même que leur participation politique avec la loi sur la parité.

La question du leadership des femmes, même si elle n'apparaît pas comme élément constant et central des différents projets, est présentée comme une composante importante dans les dynamiques de paix et de développement. Toutes les organisations les comptent parmi leurs cibles et leurs actions, quand elles sont poussées à les détailler même si l'expression formelle des thématiques ne le montre pas.

Bien avant la crise, le leadership et la participation politique des femmes ont toujours constitué des préoccupations fortes et des organisations travaillent encore maintenant sur la thématique, en rapport avec la résolution du conflit.

Faut-il le rappeler, en Casamance, aussi bien dans les sociétés traditionnelles que modernes, la place de la femme est importante dans les processus de résolution de la paix.

La volonté des femmes de se positionner stratégiquement dans la résolution du conflit ne s'est pas traduit par le niveau de cohésion, d'action et de force souhaité par les OSC malgré l'existence de la Plateforme (PFPC).

La cause principale relève d'enjeux de pouvoir et de leadership entre les organisations membres de la PFPC et entre les leaders des différentes organisations, mais aussi de légitimité ou non de parler au nom des populations, selon son origine du fait que la crise porte un fort accent identitaire.

Les thématiques afférentes à **la relation de genre** sont faiblement explorées par les OSC. Elles sont traitées pour 20,69% des organisations. Cette thématique est souvent utilisée dans le cadre de la parité entre homme et femme qui en est le principal aspect pris en charge, même si les questions de genre dépassent la seule préoccupation de la parité.

Le CRS, branche d'une ONG internationale qui donne des subventions et/ou exécute ses programmes aussi s'active ainsi dans le renforcement du potentiel des femmes tandis que KAGAMEN les sensibilise sur l'accès au foncier. Quant à YMCA, il intègre la parité dans les formations qu'il dispense.

Néanmoins, l'action de la PFPC, de Kabonketoor et d'USOFORAL a positionné les femmes comme actrices centrales du processus de paix. En témoigne l'appel du Président Macky Sall et le mandat officiel et public d'agir pour la paix qu'il leur a décerné en 2013.

Pendant des décennies un conflit violent hante la Casamance. Peu d'interventions visibles des femmes étaient faites dans le cadre du processus de paix en dépit de leur importance traditionnelle dans ce domaine. La faible citoyenneté de la femme était manifeste alors qu'elles souffrent le plus. Leur taux de représentation est très faible dans les conseils. USOFORAL a œuvré à la mobilisation des femmes pour avoir une société de paix et d'équité pour la paix et le développement durable.

Avec la résolution 1325 les femmes ont le droit et le devoir d'intervenir dans le conflit.

Mme Cissé Seynabou Male, coordinatrice USOFORAL

La prise en charge des conséquences du conflit est évoquée pour 72.7 % des structures interrogées. On comprend mieux ce taux important si on le met en lien avec les items 1 et 2 relatifs à la résolution des conflits et à l'amélioration des conditions de vie. Dans cette thématique, le retour des populations déplacées, la prise en charge des enfants de combattants et des orphelins de la guerre constitue les principales préoccupations des OSC.

C'est dans ce sens que l'ASAPID a préconisé la reprise des activités économiques et sociales. Le COPI de Sindian fait une récupération des terres salées et forme les populations dans la gestion et la confection de digues anti-sel et d'ouvrages hydrauliques.

L'YMCA, estimant que les populations qui reviennent dans leurs lieux d'habitation ont besoin d'infrastructures, elle s'est activée dans la construction et la réhabilitation. L'AFEX comme le SYAFD se sont investis dans l'organisation de danses culturelles entre ethnies pour réconcilier les villages qui ne s'entendaient pas. Il est vrai que ce conflit a parfois nourri des tensions latentes ou réelles qui existaient entre communautés.

De plus, faut-il l'ajouter, les conséquences d'un conflit comme celui-ci sont nombreux et divers. En plus de la question des populations déplacées, les personnes vivant avec un handicap et celles qui ne peuvent pas exploiter leur terre à cause des insécurités (attaques et mines) concentrent tous les enjeux liés à la reconquête sociale et économique des territoires abandonnés.

I.3. Les objectifs des OSC

Les objectifs poursuivis par les OSC interrogées, dans leurs actions dans le domaine des droits civils et politiques avec un accent sur la recherche de la paix, le leadership et les droits des femmes en Casamance ont été sériés selon les thématiques.

THEMATIQUES	OBJECTIFS
La résolution du conflit	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer aux processus de résolution pacifique du conflit • Renforcer la dynamique de paix • Promouvoir des valeurs culturelles pour la promotion de la paix en milieu scolaire • Faire comprendre aux populations les conséquences négatives de la crise • Créer les conditions favorables aux négociations entre les villages • Développer et mettre en place un programme concerté et accepté de tous pour le désenclavement • Capaciter les leaders et élus locaux à mieux diriger et gérer les conflits • Contribuer à instaurer un climat de sécurité dans les régions cibles • Contourner les idées véhiculées par les combattants et faciliter l'accès du matériel de construction dans la communauté. • Conscientiser les combattants et les inviter à reconsidérer leur position pour l'intérêt de tous • Motiver les combattants à sortir et à déposer les armes • Regrouper toutes les ailes combattantes afin de parler d'une seule voix • Permettre aux ailes combattantes de se retrouver, de dialoguer, de se pardonner et de prendre part aux tables de négociation • Contribuer à la consolidation de la paix par le rapprochement de toutes les parties prenantes du conflit pour une solution négociée
Le renforcement des OSC	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des cadres de concertation pour la gestion de la paix et la prévention des conflits.
L'amélioration des conditions de vie	<ul style="list-style-type: none"> • Apporter une réponse aux besoins des populations qui tombaient dans la précarité suite aux difficultés de produire • Alléger le travail des femmes • Améliorer les conditions d'existence et l'accès à la nourriture, d'amélioration de conditions, socio-économiques des femmes • Participer à la lutte pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture, la pêche, le maraîchage et autres AGR • Améliorer les conditions de travail et d'exploitation des ressources locales
La construction de mouvement, de plate-forme	<ul style="list-style-type: none"> • Fédérer l'ensemble des structures de jeunesse au tour de la question de la paix en Casamance • Développer l'esprit de solidarité au niveau national, international
	<ul style="list-style-type: none"> • Redonner une confiance aux femmes en créant un climat de confiance dans le leadership et l'intégration des activités. • Mobiliser les femmes pour une société de paix et d'équité et pour le

THEMATIQUES	OBJECTIFS
Le leadership des femmes et des jeunes	développement durable <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le pouvoir économique des femmes et la connaissance de leurs droits • Sensibiliser et former les filles-mères à se prendre en charge • Restaurer un climat pacifique pour une éducation inclusive de la paix, des droits des enfants et des femmes • Contribuer aux développements socio-économiques des jeunes
Les relations de genre	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser sur la parité et sa mise en œuvre • Promouvoir la prise en charge des besoins pratiques des femmes par des projets de développement local
La prise en charge des conséquences liées au conflit	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre et faciliter le retour des populations par le biais des sensibilisations et des réunions communautaires et l'implication transfrontalière • Reconstruire les maisons et infrastructures communautaires de base • Promouvoir une meilleure prise en charge des victimes du conflit • Promouvoir un environnement sécurisé • Lutter contre la fabrication, le stockage et la circulation des mines, • Promouvoir le déminage humanitaire de la Casamance • Contribuer à la prise en charge des victimes de mines • Renforcer les capacités des leaders, des membres et des personnes en situation de handicap
Autre : bonne gouvernance et droits	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à la promotion de la bonne gouvernance en Afrique en général et au Sénégal en particulier • S'orienter vers un monde sans pauvreté ni violence fondé sur une gestion et une répartition transparente, juste équitable et durable des ressources • Vulgariser la constitution au niveau de la population pour le processus électoral • Contribuer à la bonne gouvernance et l'administration équitable des affaires locales • Assurer la promotion des droits socio-économiques et culturels des populations victimes du conflit • Renforcer les capacités des RH sur la vulgarisation des droits et la résolution du conflit en tenant compte de la dignité humaine.

Notre contribution cherche à :

Installer une valeur culturelle pour la promotion de la paix en milieu scolaire

Eviter la renaissance des conflits par le retour de populations réfugiées

Améliorer les conditions d'existence de vie alimentaire, socio-économiques des femmes retournées en activité de maraîchage.

Restaurer un climat pacifique pour une éducation inclusive de la paix des droits des enfants et des femmes

Capaciter les leaders et élus locaux à mieux diriger et gérer les conflits dans leur zone de responsabilités

Redonner une confiance aux femmes en créant un climat de confiance, de leadership et d'intégration.

Le fait de participer à des activités ensemble, de se parler et de faire partie des comités de gestion mis en place renforcent la cohabitation et les relations dans la zone. Il ya aussi l'intronisation des nouveau prêtresses et des rois dans beaucoup de villages de la zone. En milieu diolas les rois ont une grande valeur et la parole est toujours surveillée surtout si c'est le roi qui parle.

Ablaye Gassama, coordinateur COPI Sindian

Dans l'arrondissement de Sindian, Copi a œuvré au renforcement de l'état de droit, au retour et à la réinstallation des réfugiés avec l'exercice de droits humains dans les zones poste conflits (2013 – 2015)

Le CADP, a réalisé le projet de stabilisation pour la paix et le développement de la Zone des palmiers et du Narang (Décembre 2012 Février 2013)

Dans l'analyse du tableau il ressort que l'objectif principal de la majeure partie des ONG consiste à contribuer à l'instauration de la paix, mais cet objectif est soutenu par celui d'améliorer les conditions de vie des populations.

Que ce soit du point de vue économique ou social, le bien-être des populations semble primordial et s'intègre dans tous les autres objectifs.

Il apparaît que, dans les objectifs explicités, celui de la bonne gouvernance, du leadership des jeunes et des femmes comme facteur de paix sont faiblement pris en compte de façon explicite. Pourtant ces thématiques émergent de manière pointue et centrale en analysant les populations ciblées par les OSC et en faisant l'inventaire de leurs stratégies d'action.

L'égalité de genre n'apparaît dans aucune expression d'objectifs et pourtant les OSC l'intègrent dans leurs stratégies et actions, alors que la construction de réseaux et de mouvement est faiblement relatée, même si elle constitue une préoccupation partagée et connaît plusieurs tentatives de collaboration.

La prise en charge des conséquences liées au conflit occupe une bonne place dans les préoccupations des OSC interrogées, avec le retour à l'agriculture, la reconstruction des habitats et des infrastructures sociales, le maraîchage, l'élevage et les activités génératrices de revenus (AGR).

Dans cette prise en charge des conséquences liées au conflit, la problématique du handicap occupe l'ASVM, Kagamen et l'URAPH/Z.

A l'origine de la fondation de Londoo Looloo : répondre à un besoin de la communauté

A Sédhio, un groupe de femmes s'est rendu à leur rizière pour récolter. Elles arrivent et constatent que toute la rizière a été dévastée par des animaux domestiques en divagation. Une des femmes, Diénaba Seydi pique une crise et décède par la suite.

Un autre cas similaire s'est reproduit et ces incidents graves dus à la divagation des animaux qui détruisent des mois d'effort agricole et l'espoir d'une nourriture pour la famille ont fait naître l'idée du projet car ce sont les petits confits qui engendrent les grands conflits. Abdoulaye DIÉDHIU Londoo Looloo

I.1. Les populations ciblées par l'action des OSC

Le choix des cibles est motivé et inspiré, pour la plupart du temps, par la spécificité des ONG, leur zone d'intervention et les opportunités de financement offertes pour apporter leur appui aux populations de manière générale.

Cependant, pour chaque OSC, du fait de sa spécificité, certaines catégories sont les favorisées. C'est dans ce contexte que les femmes sont la principale cible, ensuite viennent les jeunes, même si l'explicitation des thématiques et la formulation des objectifs ne le précisent pas suffisamment, suivi par les populations déplacées et enfin les acteurs du conflit (armée et MFDC). Les raisons de ces choix ne sont pas fortuites.

Concernant **les femmes**, elles sont favorisées principalement pour trois raisons nous affirme le coordonnateur du SYAFD. Pour lui, elles « *sont d'abord les mamans et ont une autorité sur leurs enfants* ». Il poursuit « *nous les sensibilisons pour qu'à leur tour elles informent leurs progénitures sur les méfaits du conflit* ».

La deuxième raison tient du fait que « *se sont les résidentes et donc elles s'occupent du foyer* ». La troisième raison s'explique par le changement de statut souvent constaté pour les femmes. En effet, « *elles sont de plus en plus les chefs de ménage* » du fait que les maris s'engagent dans le maquis, ou migrent pour fuir des menaces ou perdent leur moyen de production.

Ainsi, elles sont formées et réinsérées dans la production, la transformation ou la commercialisation des produits locaux et accompagnées pour leur maintien, mais également dans les AGR. En réalité, les femmes étaient déjà économiquement actives mais la destruction de l'économie locale avait, dans certaines localités, entraîné l'abandon de ces activités.

Avec la crise, étant devenues des chefs de ménage, les femmes arrivaient difficilement à satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille à cause du manque à gagner du fait de la disparition des hommes adultes. Les formations et les financements leur permettent de se prendre en charge et d'inviter certains combattants à revenir dans les maisons en abandonnant le maquis.

Pour AFEX, le choix de la cible « femme » se justifie du fait qu'elle est la vraie victime du conflit ; Pour les femmes c'est qu'elles ne sont associées en rien.

Souvent, elles sont victimes de viols par les combattants. Pour les jeunes, ils sont le réservoir des combattants où ils viennent recruter en leur faisant un lavage de cerveau. En même temps ils se convertissent en voleurs de bétail suite à l'insécurité et au manque d'emploi. **Jules Bassène, coordinateur**

USOFORAL considère que les femmes « *sont les épouses, les mères et les sœurs des combattants* ». Par conséquent, elles seraient celles qui souffrent le plus et qui sont plus intéressées par une issue pacifique et heureuse de la résolution de ce conflit. Pour le coordonnateur de TOSTAN, elles « *sont victimes des violences et maltraitements* » ce sont elles qui sont violées, ce sont leur mari, frères et fils qui sont tués dans les combats.

En somme, les femmes sont au cœur du conflit, elles sont les premières victimes et ce sont elles qui, à travers leur éducation et celle qu'elles donnent, peuvent influencer les enfants mais aussi leurs maris et frères. En plus des femmes, les jeunes sont une couche fragilisée par le conflit.

Les femmes ont aussi été partie prenante du déclenchement du conflit. En effet, en tant que détentrices des bois sacrés, les femmes prêtresses ont procédé aux libations sacrées de préparation des combattants.

Ainsi, selon Saliou Sambou, ancien gouverneur de la région de Dakar et membre de l'APAC, elles ont un rôle central dans la paix car c'est elles qui peuvent dénouer les serments faits par les combattants pour prendre les armes. Cette compréhension du rôle des femmes prêtresses est aussi prise en charge par USOFORAL, la PFPC et Kagamen, trois associations de femmes qui mènent des actions de sensibilisation à leur égard, les intègrent même en tant que partenaires ou membres de leurs structures.

D'autres femmes se sont engagées aux côtés des ailes militaires, assurant des services comme informatrices, agents de liaison, cuisinières, etc.

Les femmes sont ciblées comme parties prenantes du conflit mais aussi comme actrices de la paix, au plan individuel comme collectif.

C'est en ce sens qu'en plus d'USOFORAL, la PFPC et Kagamen, 11 autres OSC s'activent dans la formation et la sensibilisation des femmes pour qu'à leur tour elles puissent faire de même pour ceux qui les entourent et avec qui elles sont en lien, dans les familles et/ou dans le maquis.

Pour beaucoup de responsables de structure de développement, pour l'Etat et même pour le président de la république ainsi que les différentes factions du MFDC qui dialoguent avec elles, les femmes sont incontournables dans le processus de paix et même de développement. Elles ont le pouvoir d'influencer le processus de façon générale, en l'occurrence dans la communauté Joolaa qui a construit, au fil des siècles, un système religieux endogène où les femmes assurent la garantie du groupe en termes de prospérité matérielle et physique (venue des pluies, fécondité, santé des enfants, etc.). Elles jouent un rôle stratégique de régulation économique et d'intégration sociale, de médiation entre la communauté et les esprits.

Aïssatou Diallo dans « Les stratégies de communication pour une plus grande implication des femmes dans la résolution du conflit casamançais » cite ANAFA qui évoque « les femmes de Djimbéring qui avaient, en 1917, contraint le lieutenant français Lemoine à se retirer du village avec les 15 tirailleurs dont il était escorté. Elle cite aussi les femmes de Karounate qui ont empêché, en décembre 1915, l'acheminement vers Ziguinchor d'hommes recrutés du village.

Cela montre la nécessité de renforcer les capacités des femmes des OSC en leadership et communication et en gestion de conflit notamment.

Alors que le village était déplacé, les femmes ne pouvaient plus assurer les allers et retours quotidiens. Donc, elles se sont progressivement réinstallées et les hommes ont suivi et cela a permis le retour des populations de Toubacouta.

Au début, les hommes s'asseyaient loin de la réunion mais un an après, les hommes préparaient eux-mêmes l'espace de réunion et nous disaient de ne plus dire que New field appuie les femmes mais dire que New Field appuie tout le village car le retour est dû à son action. *Mme Tabara Ndiaye, Consultante nationale New Field Foundation*

Les jeunes

Les jeunes sont aussi des acteurs de la paix, à travers leur vie associative.

Dix (10) OSC interrogées inscrivent les jeunes parmi leurs cibles.

Quatre (4) des organisations interviewées sont créées par et pour des jeunes. Il s'agit de Dynamique de paix, d'YMCA, du RENAPEC et d'APRAN.

Mais ces organisations n'ont pas réussi à positionner de façon centrale les jeunes comme interlocuteurs dans le processus de recherche de la paix.

Plusieurs raisons sont évoquées à cet effet.

En tant que cibles jeunes, ceux concernés par les interventions sont pour la plupart du temps des élèves. Certains d'entre eux rejoignent quittent l'école et rejoignent le maquis. D'autres qui ne fréquentent pas l'école rejoignent le maquis à cause du manque de perspectives d'emploi et du désœuvrement.

Ainsi, les jeunes sont considérés comme des acteurs aussi bien dans la reconstruction de la Casamance que dans le développement en général, mais également comme source potentielle de recrutement de la base du MFDC.

Il s'y ajoute que l'organisation sociale et les rapports de genre qu'elle organise, place les cadet-te-s dans une position de subordination, étouffant leur parole et les obligeant à rechercher l'aval des aîné-e-s avant toute action.

Pourtant, selon YMCA par exemple, « *pour développer le Sénégal, il faut outiller les jeunes car ils sont les futurs leaders* ». AFEX et USOFORAL, dans cette même lancée, expliquent que ce sont les jeunes qui sont recrutés comme combattants et ce sont eux qui, par manque de moyens peuvent être amené à voler du bétail pour le revendre et satisfaire des besoins. Il faut savoir que, dans les motivations avancées pour expliquer l'enrôlement des jeunes dans le maquis, figurent le chômage ou le sentiment d'exclusion, en plus de la conviction idéologique et le désir de vengeance, le conflit ayant occasionné des exactions diverses. Cette jeunesse, dont il est question, est née dans le conflit. Elle est très souvent victime de ses conséquences. Elle n'en a pas beaucoup peur car elle n'a pas connu une autre situation en guise de comparaison. Elle ne semble beaucoup s'intéresser aux causes du conflit mais elle s'y implique. Parfois frustrée par le manque d'emploi ou la non orientation dans les universités ou encore par la situation précaire de leurs localités, une certaine frange se laisse séduire par l'idée de combattre au côté du maquis.

Pour éradiquer ces facteurs d'enrôlement des jeunes, certaines OSC ont commencé à financer des projets et des AGR pour eux. L'YMCA, par exemple, a financé une formation en boulangerie, en couture et en teinture pour les jeunes. D'autres OSC, comme le CRS, font un renforcement de capacité et de participation. USOFORAL, de son côté, a mis en place des clubs de médiation scolaire dans les écoles.

En effet, considérant que l'éducation à la paix commence dès l'enfance, la structure a investi différents niveaux éducatifs. World Education également met en œuvre un projet d'éducation à la paix en partenariat avec le ministère de l'éducation et l'USAID. Ainsi, les collégiens sont formés à traiter les problèmes de manière non-violente et avec la négociation. Ces différentes approches contribuent à travailler sur les processus de paix dans des temporalités plus ou moins longues. Dans cette stratégie, les jeunes participent à la dynamique globale de résolution des conflits.

Si c'est à reprendre nous mettrons encore le focus sur les femmes et les jeunes. Car les principaux acteurs des vols de bétail sont les jeunes balantes Manodj, et aussi c'est le réservoir des rebelles pour un recrutement.

François Mané : chargé des programmes AFEX

Une autre catégorie cible concerne les **populations déplacées** à l'intérieur de la région ou réfugiées dans les pays limitrophes. Souvent, leur condition de vie est devenue précaire ayant tout laissé derrière elles dans leur fuite. C'est ainsi que certaines organisations ont décidé de leur apporter un soutien de différentes manières. Pour APRAN, « *il fallait restaurer la dignité des populations, en les écoutant, elles qui vivent directement la crise* ».

Des populations déplacées ont été formées et insérées dans le milieu professionnel par KAGAMEN. ASAPID, constatant la précarité de leur situation socio-économique a organisé différentes AGR et des activités récréatives (c'est par exemple la pêche, l'installation de fours à pain, le maraîchage, etc.). Des infrastructures ont été réfectionnées ou reconstruites pour permettre aux populations de revenir dans leurs villages.

La dernière catégorie de population cible concerne les **acteurs du conflit**, ceux-là même qui sont au cœur de la crise. Ce conflit dure depuis 32 ans sans trouver une solution acceptée par les principaux acteurs en présence (l'Etat du Sénégal et les différentes fractions du MFDC). Ainsi, certaines organisations ont décidé d'intervenir dans le sens d'amener ces composantes armées, le MFDC et l'armée sénégalaise, à se retrouver autour de négociations pour un retour définitif de la paix.

Pour beaucoup d'observateurs de l'évolution de la situation en Casamance, cette crise a occasionné de grosses pertes aux populations : leurs terres, leurs maisons, leurs activités, l'environnement, les ressources naturelles, l'investissement des acteurs économiques. La société civile intervenant en faveur des populations et des couches les plus vulnérables, elle ne pouvait donc pas laisser aux seuls protagonistes de parler de l'avenir de la région. A ce titre, la PFPC comme le CONGAD a réussi à se faire représenter lors des différentes négociations notamment celle de Foundiougne. Mais le fait d'être là, d'échanger de temps en temps avec les protagonistes sur une autre vision de la gestion de la crise constitue une reconnaissance de la contribution des femmes en particulier, de l'apport des OSC en général, dans le processus de construction de la paix.

APRAN comme World Education ont travaillé pour l'accompagnement et la facilitation de la signature des accords de paix entre l'Etat et le MFDC. Le groupe de contact (GC), constitué d'anciens combattants du MFDC qui ont opté pour le dialogue et la paix, se déplace fréquemment vers les cantonnements des différentes fractions pour informer sur l'état d'esprit des populations qui est, selon leurs mots, définitivement orienté vers la paix. Mais l'action du GC est aujourd'hui remise en cause par certaines factions du MFDC qui ont mis en branle un comité de réconciliation.

World Education, ASAPID, le CADP, USOFORAL, la PFPC et Kagamen contribuent dans ce sens grâce à des rencontres avec les combattants du MFDC.

Au-delà de l'état et du MFDC en ses différentes fractions, pour certaines OSC, il faut aussi réconcilier d'un côté les populations entre elles, les populations avec les combattants, et les populations avec l'Etat. A côté du « grand conflit », il y a des conflits collatéraux, intrafamiliaux, inter villages, inter ethnies qui nourrissent le « grand conflit »

AFEX œuvre dans ce sens ainsi que Dynamique de paix, AJAEDO, APRAN, la PFPC, USOFORAL, COPI, ASAPID, CADP, World Education, etc. par le biais des activités de sensibilisation, de manifestations culturelles, de communications communautaires qui mobilisent beaucoup de monde, mettent en dialogue les populations en leur sein, organisant les échanges entre les populations, l'armée et le MFDC.

D'un autre côté il faudra raffermir les relations entre les différentes factions du MFDC (GRPC) et entre le MFDC et l'Etat (DPC). C'est dans ce contexte que World Education a organisé des Week-ends culturels. Il s'agissait pour eux de « *travailler directement avec les principaux protagonistes pour les amener à se parler Etat/MFDC, factions du MFDC, MFDC /*

populations, les populations entre elles, les différents villages entre eux et les différents acteurs sur le terrain ».

I.2. Les stratégies d'action développées par les OSC

Les OCS, chacune en ce qui la concerne, a sûrement contribué par sa stratégie d'intervention, à la stabilisation de la situation. Des contacts ont été établis, des médiations ont été faites et des manifestations de masse organisées.

Sibiloumbaye DIEDHIOU, Roi d'Oussouye (Traduit par son oncle François DIEDHIOU)

Différentes stratégies ont cours pour atteindre les objectifs.

Appui pour la reprise des activités de production économique

Agnack : la stratégie économique de réconciliation et de construction de la paix

Grâce à une recherche-action menée en 2009, USOFORAL a recueilli diverses visions de la paix auprès des populations. Ainsi pour une bonne partie des femmes, aussi bien pendant les focus groupes, les interviews semi structurés que les causeries informelles, la vision de la paix était de disposer d'un bloc maraîcher pour se retrouver, travailler ensemble et améliorer leurs conditions de vie.

C'est ainsi que le projet de réhabilitation de l'ancien bloc maraîcher a été financé et réalisé. A travers les activités du bloc maraîcher réhabilité, les formations en gestion non violentes des conflits, en organisation et dynamique communautaire livrées par l'équipe d'Usoforal, les populations réapprennent à vivre ensemble.

Aujourd'hui, la mobilisation des femmes est telle (plus de 300 femmes inscrites dans le bloc, toutes ethnies confondues) qu'un espoir réel et un désir de vivre en commun se profile à l'horizon. Source : <http://www.usoforal.org>

Pour amener les populations, en particulier les femmes à s'impliquer encore plus dans la recherche de la paix, AJAEDO et COPI s'appuient sur la stratégie de reprise des activités économiques, en relation avec la thématique « amélioration des conditions de vie » et mettent en place des jardins de case pour les femmes, dotent des familles de petits ruminants (chèvres, moutons, porcs). ASAPID œuvre dans la distribution de semences (riz, maïs, arachide), soutient la production maraîchère, les activités de pêche, de boulangerie, de crédit.

A Kabonketoor, Kagamen, MJPI et USOFORAL, l'accent est mis sur l'appui aux AGR, la production de savon et de produits de teinture, la transformation des noix de palme, la cueillette de fruits sauvages, la transformation de vinaigre de mangue, surtout en direction des femmes.

Spécifiquement, USOFORAL organise « l'épargne pour le changement », ainsi l'organisation octroie aux femmes du matériel de travail pour la production et la commercialisation (batteuse à mil, moulin à mil, décortiqueuses de riz).

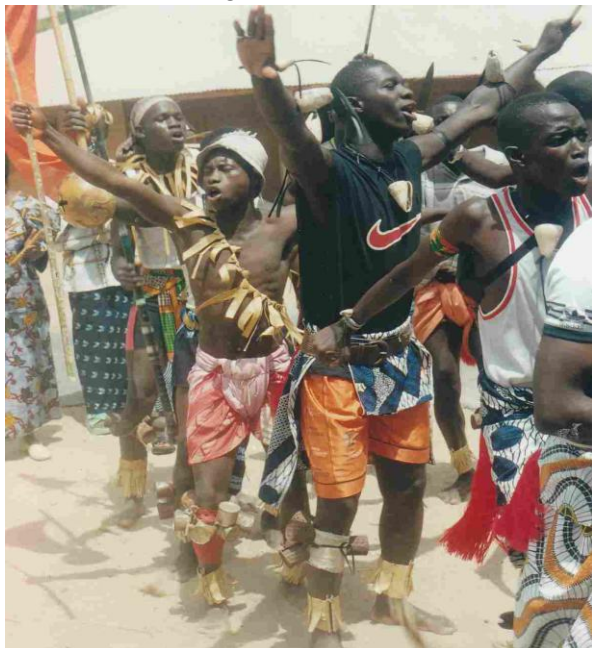
URAPH/Z crée des GIE pour les personnes en situation de handicap et le CRS offre des formations sur les techniques agro écologiques et la culture.

L'appui à la reprise des activités économiques cible les jeunes et les femmes pour leur permettre de se construire un futur dans la paix avec un accent particulier sur ces dernières du fait des nouveaux rôles qu'elles assument dans un contexte où les systèmes antérieurs sont déstructurés.

La communication sociale. Elle est une stratégie transversale très employée. Elle appuie toutes les autres stratégies et actions dans la recherche de la paix.

La communication sociale est le moyen, pour les OSC, de faire renaître les manifestations socioculturelles qui sont exploitées pour la consolidation des liens et de leur reconstruction en cas de conflit latent ou ouvert.

Les congrès de village ont repris, même si c'est timidement, les *bukut*, ces cérémonies d'initiation légendaires en Casamance commencent à revivre, les cérémonies de prière en



faveur de la paix sont légion, les week-ends culturels reviennent grâce à la contribution d'AJAEDO, d'APRAN, d'ASAPID, du CADP, du GRCP, de Kabonketor.

En 2014, les douze coups de canon annonceurs du *bukut* de Bessire ont été tirés de la gouvernance, occasionnant une émotion intense au sein de la population.

La RADDHO, Kabonketoor et USOFORAL ainsi que World Education instaurent une communication significative à travers les radios, surtout les radios communautaires.

Ces activités endogènes, importantes dans les communautés de la Casamance connaissent même une dimension transfrontalière dans l'action du MJPI, d'AFEX, de World Vision, de COPI et du CADP.

Week-end culturel organisé par World Education

Grâce au renforcement de capacités, les OSC ont permis une meilleure participation des populations notamment des femmes : 3 émissions par mois depuis janvier 2014, sur la formation des leaders, 8 émissions par mois sur les activités comportant des dangers, à savoir la récolte de l'anacarde, les activités illicites comme le vol en réunion et à main armée, la contrebande ainsi que les activités autour du pardon et de la réconciliation, en articulation avec le retour dans les villages des populations déplacées.

Robert Mingou, directeur de la radio Pkumel FM, Goudomp

Nous constatons de plus en plus la sortie de responsables des combattants comme Salif Sadio, César Atoute Badiate ou Lamarana, pour ne citer que ceux-là, à prendre la parole dans les médias même communautaires et exprimer leur désir et leur point de vue sur la résolution du conflit. **Joachim Coly, 1er Adjoint au Maire de Bignona**

Enfance et Paix fait beaucoup de sensibilisation, de communication en direction des populations transfrontalières. Mais, la sensibilisation et la communication ne doivent pas être très excessives. Parfois la communication silencieuse est plus efficace.

Nfaly Badji Directeur Agence Régionale de Développement ARD Sédhiou

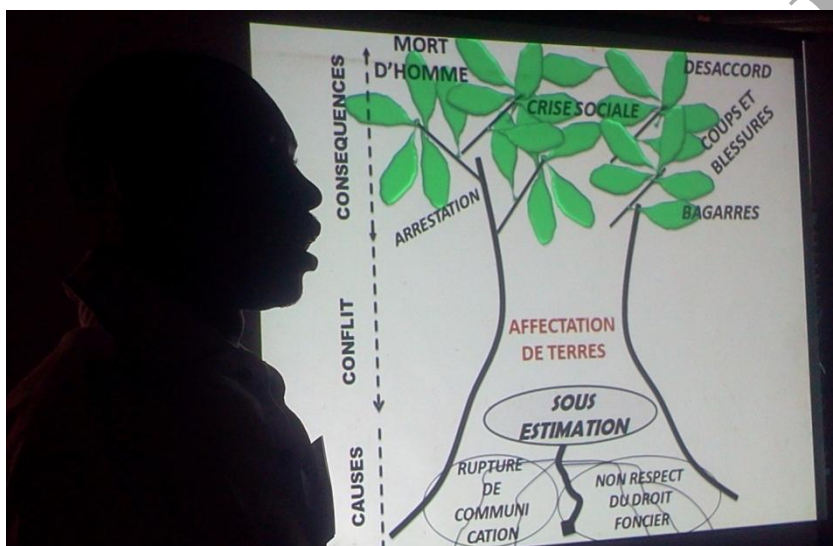
Dans l'arrondissement, nous sommes en contact avec toutes les OSC, notamment les associations de femmes et de jeunes comme la PFPC ou Dynamique de paix à travers sa cellule locale qui interviennent beaucoup dans la sensibilisation, la médiation et le règlement des conflits sociaux. J'apprécie beaucoup le rôle que joue la radio Zig FM à travers ses émissions ! Toutes les actions des OSC sont importantes et pertinentes, surtout celles menées par les associations de femmes et de jeunes dans la sensibilisation et la médiation.

Adama Cheikh Diaw, Sous préfet de Nyassia

Mise en place d'instances et de mécanismes communautaires de gestion de la paix

Aussi bien World Education, AFEX, COPI, Kabonketoor que FODDE ont mis en place des mécanismes communautaires d'apaisement tels que les comités transfrontaliers de gestion de la paix, les comités de gestion des pirogues pour les îles, les comités de surveillance des forêts et les comités transfrontaliers de dialogue ainsi que des rencontres inter villageoises transfrontalières sur la gestion des espaces et ressources transfrontalières.

USOFORAL comme World Education a structuré les élèves agents de la paix en comités de gestion non violente des conflits scolaires.



AFEX : formation en prévention, gestion et résolution de conflit

Dialogue et réconciliation transfrontalière direct entre le Balantacounda (dans le département de Goudomp, Sénégal) et Ngoré (en Guinée Bissau)

AFEX a utilisé l'approche communautaire de résolution de conflit pour lutter contre l'insécurité liée au vol de bétail avec des armes perpétrées dans le Balantacounda qui avait fini d'installer un climat de malaise et d'affecter la cohésion sociale transfrontalière. L'intervention d'AFEX s'était fixé comme objectif de restaurer les liens sociaux pour un retour de la paix dans la zone. Elle s'est attelée à la réduction du vol de bétail à travers l'implication des leaders communautaires formés en techniques de médiation. Plus de 100 leaders ont été formés, et, en collaboration avec les autorités administratives, militaires, religieuses et coutumières, le vol de bétail a décru.

AFEX organise des sessions de bayérana, une sorte de carnaval culturel et sportif réunissant des groupes de la Casamance et de la Guinée Bissau. Chaque journée a un thème. On peut citer par exemple la journée de la non-violence, la journée de la paix et de la réconciliation etc. Ces journées comportent des séries d'activités qui, tout en procurant joie et santé, sont un moyen d'éducation à la paix pour les jeunes filles et garçons, et pour la population en général.

Influence sur les principaux instigateurs du conflit

Faut-il le rappeler, le conflit en Casamance oppose le MFDC à l'état du Sénégal, depuis trois décennies.

Concernant la stratégie d'influence sur les principaux acteurs du conflit, l'action de World Education a aussi consisté à stimuler les relations entre Etats, l'équipe de coordination du MFDC et les combattants allant dans la résolution du conflit, écrire et formuler les différents courriers du MFDC dans le sens stratégique, par un style positif de communication pour ne pas créer de chocs au sein de toutes les parties prenantes.

USOFORAL, la PFPC rencontrent les leaders du MFDC et leur expriment leur opinion sur la situation et les faits ainsi que leurs espoirs pour la paix. Elles s'adressent à l'état aussi concernant leurs préoccupations spécifiques ainsi que leur demande d'être à la table de négociation, dans le respect de la R1325 de l'ONU.

La PFPC a interpellé les candidat-e-s aux élections présidentielles de 2012, concernant leur programme pour la paix en Casamance. Des candidats parmi les plus en vue ont répondu à l'invitation de la PFPC, à savoir, l'actuel président élu, Macky Sall, M Moustapha Niass, actuellement président de l'Assemblée Nationale. Le directeur de campagne du président sortant Wade avait tenu des propos désobligeant à l'égard de la PFPC.

Mobilisation de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance : Un mémorandum-serment à tous les candidats à la Présidentielle



La plupart des candidats à la Présidentielle ont fait de la paix en Casamance une de leurs priorités. Mais pour la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance, cette paix reste l'unique priorité qui vaille. C'est pourquoi ces femmes ont décidé de soumettre à tous ceux qui briguent aujourd'hui la Magistrature suprême, de passage à Ziguinchor, la signature d'un mémorandum qui a valeur de serment.

Source : <http://www.lequotidien.sn/politique/item/7987>



L'audition des candidat-e-s aux élections présidentielles, en mars 2012

En 2013, le président élu, Macky Sall a accordé à la PFPC le mandat d'œuvrer pour la paix.

La PFPC a réussi, avec en 2014 un symposium des femmes, à donner au conflit un caractère national et mis en place des points focaux dans 4 axes qui couvrent le pays, en collaboration avec d'autres associations de femmes de toutes les autres régions.

APRAN fait de l'accompagnement et la facilitation pour la signature des accords de paix entre l'Etat et le MFDC. APRAN a organisé une rencontre à Paris entre des vieux sages sur la recherche d'une alternative à l'indépendance.

ASAPID utilise la médiation entre le MFDC et des populations de la zone de Sindian pour permettre à celles-ci de pouvoir circuler en direction de Bignona afin d'écouler leurs productions agricoles.

Depuis 1989, nous avons assisté à la création du cantonnement d'une faction du MFDC à Diakaye. Les combattants ont cherché à intimider la population et réduire à néant les efforts de celle-ci en organisant des réunions pour parler d'indépendance de la Casamance. Ainsi, en un moment, la zone des palmiers et du Narang a été séparée du reste du pays et même du reste de la communauté rurale. Cette situation a favorisé la fuite de certaines personnes pour se réfugier en Gambie et d'autres pour aller à Dakar ou ailleurs de peur de se faire tuer, humilier ou violer.

Suite à ces problèmes nous avons réfléchi et mis en place le CADP afin de venir en aide aux populations mais en plus pour parler de manière voilée de la crise et contribuer à apporter une paix définitive qui est aujourd'hui manifestée.

Le CADP s'est focalisé sur le dialogue social avec des stratégies adaptées au contexte (sensibilisations, journées de prière, relations de parenté, etc.). Aujourd'hui si un problème surgit soit ce sont les combattants qui nous saisissent ou c'est la population qui le fait.

Daouda Bosse Sonko PCR de Djinaky et Président du CADP

Quant au GRCP, Kagamen, USOFORAL, Kabonketoor, APRAN et le GC, ils ont fait des descentes vers différents cantonnements du MFDC. Les contacts tournent autour de la paix, la sensibilisation sur l'arrêt des braquages et des atrocités et la sensibilisation contre la pose de mines ainsi que la nécessité de s'asseoir et de dialoguer pour la paix.

En 1995, les combattants avaient également interdit l'organisation de certaines manifestations dans le secteur de Diouloulou ; ils s'opposaient à l'organisation de toutes activités sportives sous prétexte qu'elles donnaient lieu à des attroupements !

Au niveau des OSC, c'est en tant que responsable de l'association des jeunes de Diouloulou en ce temps-là, que j'ai engagé des négociations avec les combattants pour les amener à ne plus s'opposer à l'organisation de ces manifestations. Récemment, en tant que PCR (élu en 2009), j'ai reçu la visite d'éléments du MFDC qui sont venus me rassurer sur leur engagement de ne pas inquiéter les topographes qui travaillent sur la route de désenclavement de la vallée des palmiers. Ils sont également venus me demander l'autorisation de couper des arbres, à l'approche de l'hivernage, pour se constituer de petites provisions, parce qu'ils ne veulent plus faire de braquages ; évidemment je leur ai dit que je ne disposais pas de ce pouvoir, même si j'apprécie cette démarche qui traduit une nouvelle prise de conscience ! *Abdoulaye Badji, PCR de Kataba1, arrondissement de Diouloulou*

Les commissions communautaires de règlement des conflits ont aidé à lever les interdictions d'accès à certaines zones comme les champs et les rizières grâce à la négociation avec les combattants. **Ibrahima Diédiou, Président du Conseil Rural d'Adéane**

Beaucoup d'OSC n'ont pas eu un accès direct au MFDC mais ont utilisé d'autres stratégies pour faire passer le message et j'ai eu des fois à constater un déphasage entre le discours des OSC et celui du MFDC. Mais les appels au dialogue des OSC, notamment celui des femmes, ont sûrement été entendus et la difficulté, c'est que cela ne s'est pas fait directement à la source, avec le MFDC. A côté aussi, il y a les populations qui sont leurs familles et qui ont attiré leur attention sur les difficultés qu'elles vivent, qui assistent aux plaidoyers, qui assimilent les messages et les transmettent et cela a sûrement contribué à les amener à opter pour la paix. Le MFDC ne pouvait plus ne pas écouter la voix des populations auxquelles ont été sensibilisées par les OSC. **Ibrahima Gassama, radio Zig FM**

Education, la formation et renforcement de capacités

Cette stratégie est mise en œuvre par AFEX avec l'alphabétisation en langue balant, l'ASVM par l'éducation au risque des mines, FODDE, USOFORAL et Kabonketoor avec des formations sur la connaissance du conflit et la résolution du conflit, Kagamen qui cible les femmes, les déplacés et non déplacés, les victimes de mines, RADDHO dont le focus porte sur les droits.

World Education et USOFORAL travaillent aussi pour l'éducation à la paix en milieu scolaire.

Dans ce domaine, URAPH/Z offre à ses membres des renforcements de capacités en conception et la gestion de projets, fournit un appui en fournitures scolaires aux enfants de personnes en situation de handicap et assure leur suivi scolaire. URAPH/Z forme aussi le personnel enseignant et les élus locaux sur les thématiques du handicap pour sa meilleure prise en compte dans les situations d'enseignement-apprentissage et dans la gestion de l'éducation en tant que compétence transférée aux collectivités locales.

En partenariat avec la PFPC, FAS, une ONG régionale basée à Dakar, a contribué à la formation sur la résolution 1325 des Nations Unies pour la participation des femmes à la résolution des conflits et à la reconstruction.

Sécurité et mobilité des biens et des personnes

MJPI lutte contre les tracasseries policières et douanières le long de la frontière avec la Guinée Bissau ; APRAN se mobilise dans la lutte contre les mines antipersonnel et déroule des plaidoyers sur le déminage auprès des populations dans les communautés rurales. Dans cette même stratégie, World Education met à disposition des pirogues pour les zones fluviales enclavées et ASVM œuvre dans la sensibilisation sur les risques liés au danger, milite articulé à un plaidoyer pour le déminage et l'assistance aux membres et aux victimes de mines, fait de la sensibilisation sur la destruction des stocks de mines, et prend en compte l'approche genre dans l'action anti-mine en Casamance. De même que l'ASVM, URAPH/Z apporte de l'assistance et plaide en faveur de l'opération chirurgicale pour faciliter la mobilité, la réadaptation physique, l'appareillage et le suivi.

AFEX a contribué à l'ouverture du tronçon Djibanar – Ngorée, entre le Sénégal et la Guinée Bissau, facilitant la circulation des biens et des personnes dans cette zone qui constitue un espace d'intenses échanges familiaux et commerciaux.

Construction, reconstruction et réhabilitation de l'habitat et des équipements socio-économiques et infrastructures de base (maisons, puits, salles de classes, cases de santé, postes de santé et maternités, digues anti sel, pont d'ouvrage, adduction d'eau) sont mises en œuvre pour faciliter, appuyer et consolider le retour des populations déplacées ou dont les sites de vie sont largement endommagés par les combats. Il s'agit d'APRAN, ASAPID, CADP, FODDE et World Education et COPI.

Maison détruite à Sindian (Photo de COPI)



A Sindian, COPI a mobilisé plus de 500 jeunes comme volontaires pour aider à la reconstruction de villages détruits.

APRAN

- Aide aux populations réfugiées et déplacées retournées en Casamance en tôles et en clous, pour la couverture de 517 maisons déjà construites et la rémunération des charpentiers
- 86 puits améliorés sont construits en béton et en fer
- Construction et équipement de 27 salles de classe et Construction de mur de clôture de 365 mètres x1, 80 mètres de haut
- Construction / réhabilitation de 7 postes de santé et maternité et 1 mur de clôture et dotation en médicament

Source : Contribution d'Apran dans la reconstruction de la Casamance

Le discours radical du MFDC a évolué car même si ça et là il y a des remous, ils sont plus orientés vers le développement.

La population a une autre vision du MFDC et pense au développement car elle a compris que c'est elle qui peut tourner la vapeur vers la paix en faisant une pression sur le MFDC

Nous pensons que l'Etat doit capitaliser ces opportunités et les exploiter dans les meilleurs délais. Jules Bassène, coordinateur AFEX

Participation citoyenne

USOFORAL travaille sur le renforcement des capacités de citoyenneté des femmes surtout rurales, à travers des formations en développement organisationnel, en gestion de conflit, en plaidoyer/lobbying. Ces formations permettent aux femmes de poursuivre des activités propres et de s'impliquer dans la vie publique à tous les niveaux de la société sénégalaise (micro-méso-macro).

La participation citoyenne a intéressé USOFORAL pour le développement du leadership féminin et de la citoyenneté des femmes bien avant l'appui que l'organisation a fourni aux femmes pour une participation de qualité aux élections locales de 2014.

L'information a été largement diffusée dans ses zones d'intervention concernant la loi n° 2010- 11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue Homme-Femme applicable au niveau de toutes les institutions totalement ou partiellement électives qui prescrit que les listes de candidature soient alternativement composées de personnes des deux sexes, sous peine d'irrecevabilité.

L'URAPH/Z a organisé des causeries sur le processus électoral, pour inciter ses membres à s'intéresser aux élections en tant qu'électeurs mais aussi en tant que candidat-e-s.

Elles (les OSC) se sont mobilisées pour se faire entendre mais elles doivent davantage le faire. Elles doivent se concerter, parler d'une seule voix à travers une structure et être, de ce fait, partie intégrante de toutes les négociations qui se feront. Les femmes (les prêtresses) surtout ont contribué au déclenchement du conflit et peuvent contribuer à son apaisement. Elles ont fait en sorte que Salif Sadio ait accepté de négocier bien que César refuse d'y adhérer. Le GRPC (Groupe de réflexion de la paix en Casamance) fait de la médiation, de la facilitation et de la réflexion à des solutions alternatives aux revendications de l'indépendance et des concertations sont organisées dans ce sens. Le GRPC associe la population dans les négociations. **Oumar Cissé, (Propaix) ARD Ziguinchor**

I.3. Les principaux résultats des stratégies d'action des OSC

L'analyse des intervention des OSC enquêtées triangulée avec les opinions des leaders et des responsables d'institutions locales ont permis de stabiliser les résultats obtenus avec leur contribution, selon les thématiques prises en charge ci-dessous présentés.

OSC partenaires d'AJWS	Résultats
1. ASAPID	<ul style="list-style-type: none"> • les femmes prennent la parole en public • des zones infréquentables comme Diouloulou sont aujourd'hui fréquentées par tous, notamment par les autorités qui ne s'y aventureraient pas faute de sécurité • Les populations retournent dans les villages abandonnés • la disparition de la peur, les populations vaquent à leurs activités quotidiennes • Les populations hostiles dépassent leurs oppositions pour vivre ensemble (ex de Mahamouda et de Koudjoubé qui s'engagent ensemble dans un projet de construction d'une école commune) • Les comités des villages veillent sur les forêts
2. AFEX	<ul style="list-style-type: none"> • Une autonomisation des femmes dont le pouvoir d'achat a augmenté • Prise de conscience des droits civiques des femmes qui participent maintenant aux instances communautaires (Associations de parents d'élèves, comités de santé) • Diminution du vol de bétail et arrêt de braquage dans la zone • La restitution de bétails en relation avec les autorités Bissau Guinéennes • L'ouverture du tronçon Djibanar - Ngorée • Les élèves Bissau Guinéen trouvent des tuteurs dans les villages frontaliers • La population a moins peur et fait une pression sur le MFDC dans des émissions • Le discours radical du MFDC a évolué et est plus accentués sur le développement.
3. COPI	<ul style="list-style-type: none"> • Le retour de l'élevage et l'autonomie en viande du marché local et des familles • Les femmes ont plus d'argent avec les produits des blocs maraîchers • Le désenclavement de la zone de Sindian avec le déminage • La reconstruction des maisons avec plus de 500 jeunes volontaires • La circulation des biens et des services est effective • Le retour de la confiance au sein de la population • l'intronisation des nouvelles prêtresses et des rois dans beaucoup de villages

OSC partenaires d'AJWS	Résultats
4.CADP	<ul style="list-style-type: none"> • Participation des combattants aux séances de discussions publiques sur la reconstruction de la zone (écoles, postes de santé) • la population est libre de voyager et d'aller vendre leurs produits à Bignona. • il ya des voitures qui circulent. • Les soirées dansantes et des séances de luttes, des Gamous, des circoncisions et autres activités ont repris • les combattants participent aux prières et au récital de coran pour la recherche de la paix • un comité des sages existe composé de représentants des combattants vivant dans le village
5.Usoforal	<ul style="list-style-type: none"> • la question du conflit est moins taboue • la mobilisation plus visible des femmes <ul style="list-style-type: none"> ○ 14 fédérations existent pour des plaidoyers sur les femmes ○ 4 fédérations de femmes sont en réseau avec 6 500 femmes organisées ; ○ La fédération des femmes des communautés rurales est sollicitée par les autorités qui leur confient des responsabilités. • Production et commercialisation du vinaigre de mangue par les femmes. • Jardin des femmes de 4 ha avec un puits pour 400 femmes. • L'accès des femmes au foncier avec la charte communautaire d'Enampore
6.Londo Loolo	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de conflits liés à la dévastation des récoltes • Un tracé est réalisé pour délimiter le parcours du bétail • Les bergers accèdent aux points d'eau pour le bétail
7.World Education	<ul style="list-style-type: none"> • le rapprochement des principaux protagonistes (état /MFDC) • la rencontre entre Diamacoune et Wade, en présence du CCC • Le retour du président Jammeh dans le processus de paix • les associations sont bien préparées à agir et à intervenir avec les termes et les comportements appropriés • la formation d'enseignants avec l'éducation à la paix • les radios communautaires ont permis de porter la voix des leaders d'opinion et de toutes les composantes de la population, et de stabiliser la situation • Amélioration de la mobilité des populations enclavées grâce à des pirogues
8. Radio Gabou	<ul style="list-style-type: none"> • Implication des femmes. • Réclamation de terre par les femmes pour leur autonomie. • Développement de l'entrepreneuriat chez les femmes. • Mise en place de comité paritaire de sensibilisation dans les zones transfrontalières. • Prise de conscience des populations sur les conséquences des coupes de bois. • Séances publiques de restitution de bétails volés. • Mise en place du Conseil Rural des enfants • Délimitation des parcours bétails. • Réalisation de points d'eau pour les animaux.

OSC partenaires d'AJWS	Résultats
9. Dynamique de Paix en Casamance DPC	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes s'impliquent dans le processus de paix. • DPC est membre du CRD (Comité Régional de Développement). • Membre du dialogue social avec IPAD (Initiative Paix et Développement en Afrique) • Consultés par certains partenaires (ex : UPA (Université Paix de l'Afrique). • Le Président Macky Sall nous a envoyé une lettre de félicitation • les Autorités administratives confient des missions aux jeunes. • Collaboration étroite avec les organisations de la Plateforme des Femmes. • Relations avec le Groupe de Contact • Les étudiants nous contactent pour leurs mémoires • Revalorisation de la Maison des Scouts devenue attrayante et sollicitée par l'Administration pour accueillir ses hôtes. • Enfants récupérés réinsérés dans le tissu scolaire.
10. PFPC	<ul style="list-style-type: none"> • L'implication des femmes dans la recherche de la paix est devenue plus visible, acceptée par le MFDC et l'état du Sénégal • La PFC a donné une dimension nationale à la recherche de la paix en installant des points focaux dans 4 axes du pays
11. Kabonketor	<ul style="list-style-type: none"> •

THEMATIQUE : La résolution du conflit

- Dans la zone de Diouloulou, les populations Mahamouda et les populations de Koudjoubé entre lesquelles il existait une forte incompréhension. Les deux villages partagent le même espace, les rues sont imbriquées et les maisons côte à côte mais ils se réfèrent à des communautés différentes et des leaders locaux différents. Cela génère souvent des frictions et des conflits entre les deux communautés. L'action d'ASAPID a permis de les atténuer.
- AFEX a réussi dans la diminution du vol de bétail et arrêt de braquage dans les zones frontalières avec la Guinée Bissau. La restitution de bétails aux populations sénégalaises en relation avec les autorités Bissau Guinéennes fait partie des réalisations de cette organisation. Sous son action, il y a eu l'amélioration des relations transfrontalières : des élèves Bissau Guinéens ont trouvé des tuteurs dans les villages frontaliers pour étudier au Sénégal
- Avec le Groupe de Contact (GC), des anciens combattants et des sympathisants du maquis sont impliqués dans la recherche de la paix à travers les OSC et les associations à la base
- Avec l'action des multiples OSC, les populations n'ont plus peur de parler du conflit, elles donnent même leur point de vue sur les ondes des radios, dans les réunions publiques et exercent une pression sur le MFDC. Plusieurs associations y ont contribué dont APAC, ASAPID, World Education, COPI, CADP, USOFORAL, etc. et aux radios communautaires comme Pkumel Fm, Zig FM, Dans la zone des palmiers, une personne s'est battue avec un combattant du MFDC quand ils ont eu un différend alors qu'avant, on n'osait même pas regarder un combattant les yeux dans les yeux
- Avec COPI de Sindian, AJAEDO, la RADDHO, APRAN et d'autres OSC, le retour massif des populations des populations est réel dans de nombreuses zones et les activités socioéconomiques reprennent comme à Kandjalan, à Youtou, à Effok où le MFDC accepte la réouverture de l'église, etc.
- Des zones insécurisées et à la limite d'accès restreint (exemple Kandjalan à Ziguinchor, Kataba 1 dans le Diouloulou) sont aujourd'hui fréquentées par tous, notamment par les autorités qui ne s'y aventuraient pas faute de sécurité.

- L'aménagement et la gestion des espaces transfrontaliers Sénégal- Gambie- Guinée Bissau sont apaisés par la concertation et la prévention des conflits des parcours de bétail sont matérialisés et tracés
- Les soirées dansantes et les séances de luttes, les Gamous, les circoncisions ont repris, de nouvelles prêtresses sont intronisées ainsi que des rois dans beaucoup de villages. La circoncision de Bessire a été annoncée à grands coups de canons tirés depuis la gouvernance de Ziguinchor
- Le discours du MFDC a évolué positivement depuis 2006 : une relative acceptation du déminage humanitaire résultant de plus souvent de négociations de la part des OSC, réduction de nombre de braquages, acceptation du principe de négociations et plus d'ouverture aux problèmes de développement de la région et le cessez-le-feu unilatéral de Salif Sadio en 2012
- Des militaires rencontrent des maquisards et discutent lors des week-ends culturels
- Les combattants du MFDC ont accès aux séances de discussions publiques avec les populations sur la reconstruction de la zone (écoles, postes de santé)
- L'Etat du Sénégal accepte de favoriser le dialogue dans la résolution de la crise Casamançaise. Le président Sall a déclaré accepter de négocier n'importe où et a donné mandat aux femmes de travailler pour la paix.
- La diminution ou même l'arrêt des arrestations faites par les militaires depuis 2008 - 2009.
- La Gambie et la Guinée Bissau limitrophes du Sénégal acceptent de s'impliquer pour la réussite du processus de paix du fait de la pression internationale et africaine mais aussi de l'action conjuguée des OSC des différents pays.
- La confiance, sinon le dialogue, se rétablit entre les protagonistes, comme en témoigne le communiqué de la communauté Sant' Egidio, une des structures facilitatrices de la paix en Casamance. Le communiqué informe qu'une délégation du gouvernement mandatée par la président Macky Sall a rencontré du 9 au 11 juillet 2014 celle d'une des factions les plus importantes du mouvement des forces démocratiques de la Casamance envoyée par son chef Salif Sadio, dans le cadre des négociations pour le retour de la paix en Casamance. Les deux délégations ont débattu le point de l'agenda adopté le 3 novembre 2013 relatif aux questions humanitaires.



Dans son programme 2011-2012, World Education a organisé des week-ends culturels avec la participation de soldats de l'armée et de combattants du MFDC.

A l'atelier de partage, sur la question des relations avec le maquis, d'aucuns estimaient très difficile de travailler directement avec le MFDC, que même avoir des contacts avec eux semblaient être un fardeau. Le représentant du Groupe de contact du MFDC disait que « la société civile n'a pas le droit de parler au nom du MFDC ou d'aller vers le MFDC sans pour autant passer par eux ».

Les participant-e-s ont réagi pour dire que si vraiment le MFDC a prétendu lutter pour la population casamançaise donc en leur nom aussi, eux aussi ont le droit de parler du MFDC ou d'aller vers le MFDC en tant que membres de la population»

Un participant ajoute « qu'ils ne sont pas les otages du MFDC et que la population ne se laissera plus faire que la Casamance leur appartient tous, pas seulement la Casamance du MFDC, et les populations veulent vivre dans une Casamance de paix, sans être apeuré par qui que ce soit, sans crainte, vaquer librement à ses préoccupations»

Les témoignages de diverses catégories sur la situation actuelle à laquelle les OSC ont contribué

Cette accalmie est favorable au développement de nos activités économiques ; nous cultivons nos rizières près de la frontière bissau guinéenne et nous dormons plus tranquillement maintenant.
Satou Sadio, Bintou Mansaly, Dieynaba Mané, Amy Mané, Khady Sadio et Diarra Sadio Toutes élèves en classe d'alphabétisation, habitant à Djibanar

La situation est beaucoup plus calme comme le montre la circulation à des heures tardives dans toute la région, l'inexistence de braquages et d'accrochages entre les combattants et l'armée. Martino DESTEFANIS, Coordinateur de programme ACRA

L'accalmie a permis l'organisation des grandes initiations qui sont un moment de communion, de construction des personnalités, des identités et d'intégration.
L'organisation des grandes fêtes du roi à la 2ème quinzaine du mois de septembre et l'organisation annuelle des grands rassemblements de tous les hommes (Hounir) et de toutes les femmes (Adjamo) du royaume pendant six jours de prières pour la paix sont faites pour rappeler les interdits à ne pas transgresser, notamment le respect d'autrui, de son intégrité physique et de ses biens.
Sibiloumbaye DIEDHIOU, Roi d'Oussouye (Traduit par son oncle François DIEDHIOU)

Nous constatons une accalmie dans presque tous les départements, cela se manifeste par la diminution ou même l'arrêt des braquages réalisés par les combattants. Nous avons aussi le retour des grandes fêtes du 31 décembre avec les pétards dans les trois départements. Il y a également l'action du village de Bessire pour tirer les canons à poudre à la gouvernance, annonçant les cérémonies d'initiation et de circoncision. Au niveau du marché de Saint Maur de Ziguinchor nous constatons la fermeture tardive des cantines, ce qui était impensable les années passées. Amadoune Diop, Adjoint au Gouverneur de Ziguinchor

Nous constatons une accalmie dans l'ensemble de la région Ziguinchor : pas d'affrontements entre l'armée et les combattants, une circulation jusqu'à des heures tardive possible sans peur, pas de braquages de la part des combattants.

Nous voyons également des fractions qui négocient avec des leaders comme celle de César avec le doyen Robert Sagna et le Cardinal Théodore Adrien Sarr, celle de Salif Sadio avec le groupe de Saint Egidio pour ne citer que cela. Nous savons aussi le souhait de certains leaders combattants d'organiser une mini assise avant la négociation avec l'Etat. Il y a en plus les Etats-Unis d'Amérique qui offrent leurs compétences à la négociation en mettant un conseiller chargé des affaires de la Casamance. Le conseiller a eu plusieurs contacts avec le maquis et encourage le processus de paix, cela rassure les acteurs. Yaya Diatta, USAID / PGP

Sur la contribution des OSC, Foucher dira : « Au-delà de la dénonciation des violations de droits de l'homme, les OSC ont contribué de manière considérable à la libération de la parole sur le conflit. La création par le Congad d'Espace Paix, un talk show sur le conflit, diffusé sur le décrochage local de Sud FM, fut un véritable succès. À plus petite échelle, certaines OSC, telles que Ajac-Apran, ont organisé des animations dans les villages, combinant loisirs et discussions sur la situation. Sous l'effet de ces initiatives, la parole a été progressivement libérée – et nous avons personnellement senti cette levée du tabou à la fin des années 1990, nos enquêtes, très difficiles en 1994 et 1997, s'en trouvant facilitées dès 1999. Mais c'est peut-être à un niveau plus fin, et peut-être sans le savoir, que les OSC ont transformé le plus profondément le débat : les difficultés persistantes de l'Etat dans la fourniture des services sociaux de base, la réapparition des bailleurs de fonds et des grandes OSC, leur intérêt nouveau pour les associations locales, ... »

Source : Vincent Foucher. « La guerre par d'autres moyens » ? La société civile dans le processus de paix en Casamance, page 154 <http://www.academia.edu/3153723>

La mise en place de comité de gestion de la paix faisant participer plusieurs villages pour une même visée a permis d'arriver à l'apaisement dans le cas du village de Djimassar et d'Amissé dans la communauté rurale de Simbandi balante!

Oumar Mané : animateur AFEX

THEMATIQUE : Le renforcement des OSC

- Les comités des villages organisés veillent sur les forêts (des camions gambiens frauduleusement chargés de bois sont arrêtés, le braquage des forêts par des braconniers extérieurs est réprimé par les populations)
- Les associations ont amélioré leur développement organisationnel, leurs capacités et sont plus efficaces dans le processus

THEMATIQUES L'amélioration des conditions de vie

- L'amélioration de la ration nutritive familiale par la diversification de production avec le maraîchage (CF les périmètres maraîchers de COPI et USOFORAL)
- Amélioration de revenus par l'augmentation de la production, de la transformation (ex : vinaigre) et de la commercialisation sans compter l'auto consommation
- Augmentation du nombre de femmes qui mènent des activités économiques (400 femmes travaillent dans un jardin de 4 ha avec un puits)

THEMATIQUES : La construction de mouvement, de plate-forme

- ❖ USOFORAL compte la mise en place de :
 - 14 fédérations aux capacités renforcées pour des plaidoyers sur les femmes existent
 - 4 fédérations de femmes sont en réseautage, 6 500 femmes organisées
 - plusieurs cadres de concertation afin de favoriser les échanges entre les personnes
- ❖ En plus, les responsables des organisations féminines de Ziguinchor en relation avec l'Etat ont contribué à une mobilisation internationale pour la paix en Casamance
- ❖ L'existence de la PFPC est, en soi un résultat de la construction de mouvement par les femmes (2010)

THEMATIQUE : Le leadership des femmes et s jeune

- Une autonomisation des femmes avec les AGR et la production des blocs maraîchers qui leur permet d'accéder à des ressources financières
- La prise de conscience des droits civiques des femmes avec la vulgarisation de la loi sur la parité, le droit à la participation communautaire : les femmes prennent la parole en public lors de réunions, d'ateliers de fora, des femmes des zones de conflit sont élues dans les comités et conseils municipaux
- La fédération des femmes des CR est toujours sollicitée par les autorités administratives pour avis et celles-ci leur confie des responsabilités
- La promotion de l'accès des femmes aux instances de décision dans les collectivités locales en favorisant la candidature des femmes dans la région
- L'allègement des travaux de la femme avec les batteuses et les moulins
- Une plus forte implication des femmes au cœur du processus de paix

L'autonomisation des femmes est une réponse à la déstructuration de l'économie familiale organisée autour de l'agriculture et du petit commerce. Avec la dislocation des villages, le minage des champs, le départ ou la disparition des hommes, les femmes se sont retrouvées démunies. Aujourd'hui, dans beaucoup de familles, elles en sont le soutien, jouant le rôle de cheffe de famille et pourvoyeuse de ressources. L'autonomisation des femmes se lit aussi par leur capacité actuelle à mieux contribuer aux charges du ménage. Abdoulaye Gassama, (COPI) rapporte qu'un homme de Sindian a affirmé que la ration alimentaire familiale s'est nettement améliorée depuis que son épouse récolte des légumes variés au bloc maraîcher. Avant, il donnait 200FCFA pour les condiments, ce qui suffisait à peine. Sa femme apporte un plus, peut s'acheter des choses dont elle a envie sans lui demander et a même la possibilité d'appuyer davantage les enfants des fournitures scolaires.



Partage de fonds à Tobor (USOFORAL 2012)

Le président de la République Macky Sall a exhorté les femmes des régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor à s'impliquer davantage dans le règlement du conflit en Casamance, soulignant que la paix ne peut être instaurée sans elles.

"Femmes de Casamance, femmes du Sénégal, le flambeau de la paix est là. Prenez-le pour éclairer notre quête obstinée de paix. Prenez-le. A travers moi, le Sénégal vous donne mandat pour réussir cette paix", a dit le Président Sall lors d'une audience accordée aux membres de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance (PFPC).

"Je vous donne mandat, prenez-le. Prenez le flambeau de la paix, femmes de Casamance. Avec vous, cette paix sera ou ne sera pas" Source : <http://essamay.wordpress.com> 28 juin 2012

Quatre-vingt jeunes garçons et filles de la Gambie ont effectué le déplacement sur Ziguinchor. ... Une manière selon leur porte-parole, Mohamed Jalloh « de montrer au monde entier que les jeunes ont désormais pris leur bâton de pèlerin pour se lancer à la conquête de la paix dans le monde ; surtout quand on sait que la Gambie et le Sénégal constituent malgré les frontières instaurées par le colon un seul et même pays, car partageant les mêmes valeurs culturelles et sociales. » M. Jalloh d'ajouter que « la Gambie serait très mal à l'aise de voir la case du Sénégal brûler et de ne pas venir jouer aux sapeurs. Car toute case sénégalaise qui brûle est aussi une case de la Gambie ».

Henry Ndecky de la Dynamique de paix en Casamance, tuteur de ces ambassadeurs gambiens de la paix dira aux jeunes présents dans la salle « peut-être qu'avec ce discours, les combattants ou les belligérants pourront revenir à la raison ». Il a lancé un appel aux autres jeunes sénégalais à qui il a demandé « de s'inspirer de cet engagement des jeunes gambiens pour venir en faire autant. Car cette crise sénégalaise en Casamance ne peut être réglée sans les jeunes du pays. Ils doivent occuper les premiers rangs car l'avenir du pays leur revient. Au-delà du pays, les jeunes doivent se mobiliser et se battre pour la tranquillité de l'Afrique entière comme c'est le cas en Europe où les populations se déplacent librement à l'intérieur de leur continent ». Auteur: Sana SADIO Date de publication: 2014-08-10

Il ya des organisations très puissantes comme la plateforme des femmes (PFPC). Elles ont pris des initiatives pour retourner à la tradition en impliquant les prêtresses des bois sacrés qui avaient organisé les libations pour l'engagement des combattants. Il y a également Dynamique de paix qui travaille avec les jeunes de la Gambie, de la Guinée Bissau, de la Guinée en mettant en œuvre des activités transfrontalières de gestion de crise. A cela s'ajoute le courant religieux avec l'Archevêque qui négocie également pour la paix, en plus du conseiller des USA basé à l'ambassade pour la même question.

Mamadou Oury BAH, Chef de bureau de l'UNICEF

THEMATIQUES : Les relations de genre

- La remise en cause de certaines constructions sociales liées à la répartition du travail dans les ménages, aux rôles de genre et au handicap
- La reconnaissance du leadership féminin dans la construction de la paix en Casamance.
- La promotion des femmes dans les fonctions électives
- La recomposition de certaines OCB pour inclure les femmes et les jeunes
- L'accès des femmes au foncier avec la charte communautaire d'Enampore

THEMATIQUE : La prise en charge des conséquences liées au conflit

- Les personnes déplacées sont revenues dans de nombreux villages
- Les structures de santé et les établissements scolaires ouverts et accessibles à nouveau aux populations
- L'Etat reconnaît le niveau d'impact des mines en Casamance, il y a le déminage
- un centre national d'action anti-mine est ouvert à Ziguinchor
- Les communautés adoptent des comportements responsables dans des zones à risque de mines
- Les accidents causés par les mines ont diminué (zéro accident tout le 1^{er} semestre de 2014)²
- La reprise des activités d'élevage et l'autonomie progressive de la région en viande
- Les zones insulaires de plus en plus désenclavées

L'acceptation des populations restées de cohabiter avec celles qui étaient parties, l'appui au retour des déplacés par la culture du pardon et de la réconciliation figurent parmi les succès de l'action faite par les OSC. Il y aussi l'éveil des consciences sur le pardon et la réconciliation, l'organisation des femmes et leur capacitation en lobbying pour bien mener des AGR. Ibrahima Diédhiou, Président du Conseil Rural d'Adéane

Les associations ont déroulé des sensibilisations, des plaidoyers, organisé des rencontres avec les responsables des combattants à savoir César pour la libération des otages et même avec Salif Sadio pour la facilitation du projet de désenclavement de la zone nord par l'ouverture des pistes. La contribution des OSC est remarquable en ce sens qu'elles sont considérées comme des personnes neutres et écoutées par les combattants. Joachim Coly, 1^{er} Adjoint au Maire de Bignona

Les émissions interactives en langues locales ont dénoué les langues même du côté des combattants parce que la valorisation des langues locales a donné plus de confiance et plus de valeur à ces communautés. Robert Mingou, directeur de la radio Pkumel FM, Goudomp



Le désenclavement des zones insulaires avec des pirogues de navette pour réduire le sentiment d'isolement et les frustrations (World Education)

² En août 2014, il est signalé une explosion de mine à Oulampane, (département de Bignona). Résultat : 7 morts et 3 blessés.

II. QUELS SONT LES PRINCIPAUX OBSTACLES ET LES FENETRES D'OPPORTUNITÉ POUR LES ORGANISATIONS DE BASE, LES ORGANISATIONS DE FEMMES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ŒUVRANT POUR LA PAIX ?

Des forces réelles sous-tendent les résultats probants dans la construction de la paix auxquels les OSC ont apporté une contribution notable, telle qu'en attestent les entretiens, les rapports de terrain et les informateurs clés de l'administration, des services techniques, des anciens membres du MFDC, d'élus locaux dont ceux des « zones rouges » (Diouloulou, Kataba 1, Oussouye, Bignona, Nyassia, Adéane, Djibanar et Boutoupa) et de partenaires au développement.

Mais dans l'exercice de leur participation au développement de la région, les OSC sont aussi confrontées à plusieurs difficultés. Leurs actions sont parfois affaiblies par les problèmes ou obstacles internes.

II.1. Les difficultés à minimiser et les obstacles à surmonter par les OSC

Les difficultés d'ordre institutionnel et stratégiques

- La faible expérience de construction de grands ensembles pour des actions aptes à impacter sur le processus. Les OSC ne travaillent pas souvent en synergie et malgré la prise de conscience de la nécessité des grands ensembles pour peser sur le processus de négociation, elles ne mobilisent pas suffisamment d'énergie à cet effet.
- La désarticulation entre les cellules locales et les directions nationales, entre les plateformes et les entités qui les composent.
- Un gap en communication, en partage d'expériences entre les OSC et en diffusion des acquis en direction du public large
- Le cloisonnement des interventions des OSC et la faible vulgarisation des résultats
- La courte durée des projets et le montant réduit des financements
- La préférence des bailleurs à intervenir sur certaines thématiques ou dans certains lieux d'intervention et non sur d'autres, sans tenir compte des besoins concrets des OSC locales et du contexte réel du conflit et de la construction de la paix
- Les intermédiaires entre les bailleurs de fonds et les OSC dans le système de financement, dans certains cas
- Le manque de partenariats et d'équipements modernes permettant de mieux s'impliquer dans le processus de paix.
- La non prise en compte d'un appui institutionnel conséquent
- Le financement concentré plus sur les femmes que sur les jeunes
- La dépendance financière vis-à-vis des programmes ou bailleurs de fonds
- Le peu d'informations transparentes et fiables sur l'état du processus des négociations de la paix en Casamance
- L'inexistence de plan de paix précis et de feuille de route claire du gouvernement

Ce qui est ici posé comme difficulté, entre autre, c'est le cloisonnement des interventions des OSC ainsi que la faible vulgarisation des résultats, car, avec la mutualisation des expériences, le coût et la durée des projets pourraient être réduits, tout en accroissant leur efficacité.

L'émiettement des structures qui interviennent pose également problème car elles ne parviennent à intervenir en synergie dans la consolidation de leur acquis.

Les expériences et les acquis des interventions ne sont pas suffisamment capitalisés pour les vulgariser.

Concernant les moyens, la difficulté majeure, du côté du CADP est que « *la zone des palmiers et du Narang est vaste, sans moyen de communication, non électrifié et les moyens insuffisants* » ce qui constitue un grand fardeau, car les conditions de travail deviennent difficiles.

La RADDHO estime que leur direction n'est pas toujours dans la même logique que la structure locale. « *Nos avis, nous qui sommes sur le terrain, sont difficilement pris en compte par nos confrères de Dakar qui font le montage de projet, des activités qui ne cadrent pas avec le contexte et les réalités du milieu* ».

La recommandation à retenir dans ces cas, c'est d'appuyer les structures directement en contact avec les cibles en Casamance, bien que, pour l'essentiel, les OSC actives à la base sont des structures locales, enracinées dans les différents terroirs.

Mais aussi, les OSC doivent renforcer les capacités de leurs membres en recherche sur les contextes au niveau macro (national) méso (régions) et micro (département, village, quartiers, personnes), en planification, en analyse et gestion participatives de projets. Cela évite l'élaboration de projets sans implication des bénéficiaires donc en décalage relatif avec la réalité.

La préoccupation majeure de TOSTAN et de World Education réside dans la durée des projets qui varie d'un à trois ans pour un conflit trentenaire qui a cristallisé des positions et généré de nouvelles pratiques. Cette durée est estimée comme faible ce qui ne laisse pas aux populations le temps de se familiariser avec les nouvelles propositions ou logiques d'action pour qu'elles puissent, à la fin du projet, poursuivre les activités et prendre la relève de l'OSC. Ce constat s'explique par le système de financement des partenaires techniques et financiers mais aussi le fait que les OSC travaillent plus sur la base de projets que de programmes. La question de pérennisation des acquis est insuffisamment prise dans la phase de conception des projets.

Pour les femmes d'USOFORAL, les difficultés se retrouvent autour de la rentabilisation des projets, l'écoulement des produits des femmes. Elles veulent être productrices et commerçantes en même temps. Dans le cadre thématique « améliorer les conditions de vie des populations » tout en travaillant avec les populations il était possible de mener des plaidoyers pour l'amélioration des infrastructures routières et marchandes dans les zones couvertes. Cela supporte le lobbying et la sensibilisation pour la paix. Une autre difficulté est la continuation de la pratique des mutilations génitales féminines comme élément identitaire, surtout dans ce contexte de conflit qui comporte une dimension culturelle.

Du point de vue du financement, ASAPID évoque le manque de financement lié à la préférence affichée par les bailleurs à intervenir sur certaines thématiques ou zones et non sur d'autres. Certains membres des OSC travaillent dans le bénévolat et estiment avoir des difficultés à couvrir tous les besoins : « *nous avons du mal à payer notre location* » nous révèle le coordonnateur d'ASAPID.

Ce problème de financement est également évoqué par KABONKETOOR et DPC. Les cotisations des membres leur ont permis de couvrir certaines dépenses mais pas la totalité des besoins nécessaires au fonctionnement ou à la conduite des activités. Le COPI parle quant à lui de manque de partenariats et d'équipements modernes leur permettant de mieux s'impliquer dans le processus de paix. Pour y remédier, le coordonnateur estime qu'il faut « *minimiser les charges et maximiser les profits* ».

La DPC fustige le mode de financement concentré plus sur les femmes que sur les jeunes alors que ceux-ci ont un rôle spécifique à jouer auprès de leurs collègues qui peuvent être tenté à rejoindre le maquis. En plus de cela leur financement leur parvient par une structure intermédiaire. Cette situation ne les satisfait guère.

Pour la SYAFD, c'est leur dépendance financière vis-à-vis des programmes ou bailleurs de fonds qui constitue la grande entrave au plein exercice de leur rôle dans le processus de paix.

Une autre difficulté qui vient limiter l'intervention des OSC est à lire dans la faible connaissance que certains peuvent avoir de la situation du processus de paix en Casamance. Comme le souligne Madame Ndèye Marie Sagna de Kabonketor, les OSC n'exercent pas suffisamment de pression sur l'Etat, au regard de leurs faiblesse relative en matière de lobbying.

Pour le coordonnateur de l'ASAPID, « *l'ignorance sur l'évolution du processus de paix, sur les contacts MFDC/ Gouvernement, font que nous manquons d'assurance* ». Beaucoup de travaux sont faits sur la crise casamançaise mais après des plus de deux décennies d'intervention les OSC intervenant en Casamance n'ont pas constitué un centre de ressources sur la crise malgré l'avènement de l'Université Assane Seck de Ziguinchor (UASZ)

Cela appelle la prise en charge de formations ainsi que des investissements dans ces domaines.

Du côté de l'APRAN, la grande difficulté réside dans l'existence de fractions et de tensions au sein du MFDC et le manque de communication entre combattants, ajoute le GRPC. Pour ce faire, les négociations se font avec la fraction qui est prête et non pas avec le MFDC en entier. En plus de cela, le gouvernement n'a pas nécessairement de plan de paix précis. Ce qui conduit le coordonnateur à dire que le problème du conflit est « *plus politique et culturel qu'économique* ».

Ainsi, l'appui aux OSC pourrait prendre en charge la consolidation des stratégies d'influence.

Les difficultés d'ordre opérationnel

Les faibles capacités organisationnelles et opérationnelles des OSC.

- la faiblesse des capacités organisationnelles de certaines OSC est effective, concernant l'établissement de plans de travail, leur mise en œuvre conforme aux prévisions sur la base d'outils de suivi et l'établissement de rapports techniques et financiers à temps.
- L'insuffisance des compétences internes pour établir une base de données permettant de documenter leurs activités, leurs résultats, l'évolution de leur impact, à partir de situations de référence empêche aujourd'hui de mesurer efficacement le chemin parcouru
- L'implication de personnes volontaires et engagées sans toutes les capacités requises pour le succès des actions pèse négativement sur les résultats
- Le bas niveau des compétences mobilisées en dessous des besoins des programmes et l'absence de documentation de la mise en œuvre des projets sont des aspects néfastes
- La faible capacité à mobiliser des professionnel-le-s est due à l'insuffisance de ressources propres et de soutien institutionnel
- La faible fonctionnalité des cadres de concertation est en relation directe avec le bas niveau de collaboration et de synergie
- Les difficiles conditions de travail proviennent de la rareté des ressources financières et technologiques. Pour se connecter, ASAPID ou COPI parcourent des kilomètres.

Les compétences des OSC actives sur la paix sont relativement limitées en développement organisationnel, c'est-à-dire, comment, par un effort programmé global, encadré et animé par les dirigeant-e-s de l'organisation, améliorer l'efficacité et le bien-être de l'organisation, en assouplissant les processus de fonctionnement pour rendre les actions plus efficaces.

En plus, leurs capacités institutionnelles sont faibles, comprenant à la fois les compétences les outils de gouvernance comme le manuel de procédures, les audits, le rapportage etc.

La capacité financière et humaine des OSC sont en-deçà des besoins créés par leurs responsabilités dans le processus de paix. Leur aptitude en recherche de fonds est faible. Elles ont des problèmes pour recruter, conserver leur personnel pour exécuter les tâches.

De même, la documentation de leurs budgets et de leurs partenaires, les montants des financements et les durées, le renseignement de leurs activités et de leurs parcours fait souvent défaut, à l'exception de World Education, Dynamique de Paix, USOFORAL, AFEX et la PFPC qui tiennent une documentation précise sur cette question.

Il faut que les OSC évitent de se faire manipuler par une partie prenante quelconque du conflit, par le Gouvernement ou par le MFDC. Au contraire elles doivent être neutres. Elles doivent se faire respecter des deux sens. Par exemple César a reproché à la plateforme de prendre parti pour le gouvernement quand celle-ci s'est exprimée contre la prise des démineurs comme otages et contre l'arrêt du déminage. *Oumar Cissé, (Propaix) ARD Ziguinchor*

Les obstacles vers la paix sont nombreux au vu des intérêts de certains groupes installés dans des pays comme la Gambie et la Guinée Bissau qui seront menacés, à savoir la culture de la drogue, le trafic du bois d'œuvre, le trafic d'armes. *Mamadou Oury BAH, Chef de bureau de zone de l'UNICEF*

Il n'existe pas de coordination des interventions, donc personne ne peut savoir ce que fait l'autre. Une anarchie est en train de s'installer et il y a des OSC qui vivent du conflit. Qu'on ne mette pas l'argent au-devant, car le conflit ne doit pas être une source de vie pour les OSC.

Je pense qu'il faut une coordination, au lieu que chacune veuille revendiquer la réussite du retour de la paix. *Bénédict Lambal, maire d'Oussouye*

« Tu peux avoir un voisin qui n'arrive même pas à assurer son transport en bus. Un beau jour, il te dépasse en voiture 4x4 climatisée car il a créé une association ou ONG pour la paix, reçoit des financements et en profite. Certains paient même des gens pour semer le trouble dans une localité afin d'utiliser la situation pour demander des fonds à des partenaires ».

Mme Soaré, présidente de Kagamen (durant l'atelier de partage)

Mettre le focus sur le partage d'information entre ONG nationale et internationale sur les réalités et les déterminants de la crise, Travailler en synergie afin de trouver une solution durable à la question de la crise.

Martino DESTEFANIS, Coordinateur de programme ACRA

Il y a trop de structures (OSC) qui interviennent dans la paix. Elles sont nombreuses et il faudra se poser la question de savoir qu'est-ce qu'elles vont devenir s'il y a la paix définitive.

Nfaly Badji Directeur Agence Régionale de Développement ARD Sédhiou

Les guerres et les conflits n'ont pas toujours fait que des victimes. Des personnes, des groupes ont utilisé des contextes de trouble pour se réaliser personnellement, même des fois, en se protégeant du manteau de construction de la paix.

II.2. Les forces à consolider et les opportunités à saisir par les OSC pour l'intervention et dans l'intervention en faveur de la paix

Les forces à consolider par les OSC

Les organisations de la société civile c'est à dire les des structures non lucratives sociales, économiques, culturelles, laïques et apolitique et parfois d'obédience religieuses, qui se déploient dans le processus de paix en Casamance, en dehors du cadre et de l'intervention de l'Etat mais dans le respect des dispositions réglementaires nationales sont nombreuses et de nature différente.

Elles vont des ONG, aux associations avec parfois des organisations communautaires de base ayant acquis leur crédibilité dans l'action. Celles concernées par l'étude dont les partenaires d'AJWS à travers leurs engagements sur le terrain et particulièrement dans la crise Casamançaise présentent un certain nombre de forces à consolider dans leur développement organisationnel et institutionnel et pour leur intervention notamment dans le processus de paix en Casamance.

L'encrage social des OSC ou de leurs agents dans le milieu ou zone d'intervention : la plupart des organisations ont une origine endogène ou ont une bonne connaissance des zones d'intervention

La connaissance de la culture et de la sociologie du milieu : les OSC ou leurs agents connaissent voire vivent la culture, les coutumes et les mœurs des zone d'intervention.

La maîtrise de l'environnement, du territoire et des populations qui lui sont attachées : les OSC ou leur personnel n'ont pas souvent besoin d'être initié à l'environnement, au territoire et à l'intégration aux populations attachées à ces territoires ou environnements.

L'intégration et la considération dans leur intervention de toutes les couches de la population des zones d'intervention : les actions des OSC ciblent les populations directement affectées par le conflit, celles qui vivent avec ces premières, les personnes déplacées (femmes, jeunes et hommes), les anciens combattants, les membres actifs du MFDC ainsi que les services de l'Etat, les femmes et les jeunes

La pertinence des activités conduites car répondant à une demande des cibles. L'intervention couvre :

- La « *diversités des profils et des compétences* » dans la diversité des besoins à prendre en charge selon l'ASAPID.
- L'amélioration des conditions de vie des populations affectées par le conflit
- L'information et la sensibilisation sur les conséquences de la crise
- La promotion des droits socio-économiques et culturels des populations victimes du conflit
- L'amélioration des conditions de vie des populations dans les zones du conflit en partant du fait que la paix et le développement sont dialectiquement liés
- La prise en charge des conséquences du conflit armé entre les protagonistes de la crise
- La promotion d'activités transfrontalières pour que les frontières (Sénégal/Gambie et Sénégal/Guinée Bissau) deviennent plutôt des zones de fraternité entre OSC et populations d'une part, et entre les administrations des trois pays d'autre part
- La promotion du leadership féminin dans la résolution de la crise.

Les opportunités à saisir par les OSC

Certaines fenêtres d'opportunités s'offrent aux OSC dans ce contexte de résolution de la crise.

Si la multiplicité dans les contacts des OSC avec les factions du MFDC constituent une faiblesse, il n'en demeure pas moins que l'existence de ces contacts est une opportunité.

L'attention et la disponibilité des autorités et de l'ensemble des acteurs de développement est un plus dans ce processus comme l'affirme le responsable du GRDR.

Le CADP pense, à son niveau, que l'opportunité à saisir est « *la compréhension et l'adhésion des combattants* ». Le CRS quant à lui trouve que la plus grande opportunité reste le « *climat d'apaisement et de reprise de contacts pour ne pas dire de dialogue entre belligérants (Etat et MFDC)* ». Pour le COPI et l'AJAEDO, la disponibilité et l'implication des leaders importants dans ce processus tels que les chefs religieux et traditionnels et la radio Kabisseu FM (Oussouye) - comme moyen de communication - est une grande opportunité dans le processus de paix et de reconstruction

Pour APRAN l'engagement du Président de la république Macky Sall, de la communauté internationale, du groupe de réflexion pour une alternative à l'indépendance, du gouvernement guinéen et le retour au pouvoir du PAIGC sont autant d'occasions à saisir pour faire avancer le processus de reconstruction de la région et s'inscrire résolument dans un processus de développement concerté.

AFEX, quant à lui, soutient que l'implication du président de la Guinée Bissau dans la question de la crise et du vol de bétail est une opportunité d'autant plus qu'il punit les voleurs et malfrats qui passent la frontière pour fuir les autorités sénégalaise.

Pour la DPC, la volonté et l'intervention des bailleurs tels que l'USAID et AJWS à œuvrer pour la paix, la conscientisation des femmes et l'évolution de la position de Salif Sadio à aller vers la paix sont des opportunités à saisir.

Ensuite, l'arrivée des projets autour du PPDC et du Plan Sénégal Emergent constituent des pertinences pour capter des ressources et inscrire les actions dans la durée.

L'atteinte de la paix mettra les partenaires au développement dans la poursuite de la réconciliation entre populations mais permet aussi l'appui à la reconstruction de l'économie régionale et le renforcement de la contribution des OSC

Mme Seynabou Male d'USOFORAL estime que l'acte III de la décentralisation qui intègre les droits des femmes ainsi que la confiance que le camp de César a à son endroit sans compter la disponibilité des belligérants à négocier sont des opportunités.

Pour Londoo Looloo c'est plutôt l'engagement des populations dans ce processus de paix qui est à saisir. Pour TOSTAN la floraison des OSC et des bailleurs est un plus dans le processus de paix.

La reconnaissance de l'importance du travail effectué par les OSC par toutes les parties (Etat, populations, MFDC, et partenaires techniques et financiers)

Il est apparu que pour une meilleure exploitation de ces opportunités les OSC doivent renforcer leurs capacités, améliorer leur système d'intervention et construire des dynamiques collectives pour le plaidoyer et le lobbying en vue de mieux peser sur le processus.

Ce point de vue est renforcé par Madame Tabara Ndiaye qui dit :

Il faut des organisations fortes pour que la contribution soit forte, en gestion de conflit, en médiation. Les OSC doivent être bien outillées, pour s'adresser à l'état, s'adresser au MFDC qui est fragmenté, analyser les conflits et son niveau d'évolution à chaque moment, procéder à des analyses d'opportunité d'action pour agir de façon plus efficace.

Si on avait des OSC fortes, bien soutenues, elles pourraient construire un leadership consensuel pour un accompagnement du MFDC et de l'état vers la table de négociation avec un message clair de la base qui s'est vraiment pacifiée lors d'un processus de longue durée. C'est pourquoi, il faut aussi

harmoniser l'intervention, ne pas aller vers l'état et vers le MFDC en rangs dispersés, avec des messages discordants. Cela pose l'exigence d'avoir un agenda commun.

Mme Tabara Ndiaye, Consultante nationale New Field Foundation

L'exploitation des opportunités a ses exigences comme l'attestent les recommandations et leçons utiles suggérées par des acteurs et observateurs du processus de construction de la paix en Casamance.

Nous suggérons que l'Etat mette un cadre de concertation des acteurs qui évoluent dans la zone pour qu'ils se retrouvent et définissent ensemble un plan d'harmonisation afin d'éviter le travail en doublon et permettre aux administrateurs de bien suivre cette stratégie d'intervention communautaire. **Adama Cheikh Diaw, Sous préfet et son adjoint Bernard Sarr**

Les acteurs de la paix doivent accepter d'inscrire leur intervention dans le temps. Ils doivent également pouvoir rester neutre malgré les interactions avec les différents protagonistes, éviter d'être consciemment ou inconsciemment manipulés. Entre acteurs et la compétence distinctive de chaque organisation doit être reconnue pour leur laisser leurs rôles. Dans l'exercice des rôles, il faut savoir écouter les parties prenantes, avoir le courage de partager les analyses et points de vue même contradictoires. **Moussa Cissé Commission paix du Collectif des Cadres de la Casamance, atelier de partage des résultats de l'étude**

Travailler pour la paix c'est aussi :

- Identifier et neutraliser les fossoyeurs de la paix,
- Beaucoup travailler sur la compréhension des socio-cultures,
- Bien identifier et intégrer les mécanismes traditionnels de gestion des conflits. Du fait de leur dimension religieuse et culturelle ils sont les seuls à emporter l'acceptation des populations parce qu'ils les touchent dans leur identité profonde et en leur for intérieur.

Sibiloumbaye DIEDHIOU, Roi d'Oussouye (Traduit par son oncle François DIEDHIOU)

Depuis 1982, les OSC n'ont pas cessé d'agir, d'impulser, de soutenir, de plaider, aussi bien au niveau du MFCD qu'au niveau de l'Etat, ce qui leur confère aujourd'hui une solide crédibilité.

En observant l'évolution des événements, plus on avance dans le temps, plus les actions de l'Etat et du MFDC deviennent perlées, éparses, intermittentes alors que celles des OSC se densifient et se diversifient. Leur influence grandit et leur voix devient aujourd'hui très forte. Il leur reste d'élargir leur aire d'intervention dans la région, au niveau national et sous régional, en renforçant la dynamique transfrontalière.

III. LES FINANCEMENTS CLES ET LES GAPS/LACUNES STRATEGIQUES POUR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE LA REGION?

III.1. Les sources de financement des acteurs de la société civile de la région

Les financements mobilisés par les OSC sont d'origine diverses. Ils viennent des ONG internationales, des fondations, des organisations du système des Nations Unies, des Ambassades et de la coopération bilatérale, des programmes de consortium (PAISUD), des programmes de développement de l'Etat. Le tableau ci-dessous en donne des détails. Dans certains cas, des OSC locales d'exécution de projets sont considérés comme partenaires

financiers par les populations. C'est le cas entre autres d'AGADA, RADDHO, MALAO, ENDA Diapol, etc....

Les OSC interrogées ont réussi à construire un partenariat diversifié, multiple, depuis les organisations de base jusqu'aux partenaires internationaux, en traversant les structures éducatives, les services techniques de l'état, les autorités administratives déconcentrées, les autorités décentralisées, les leaders d'opinion de la région ainsi que quelques organisations de la Gambie et de la Guinée Bissau.

Certaines OSC comme World Education, en même temps qu'elle se positionne comme demandeuse de fonds, elle fournit un appui financier et technique à d'autres OSC comme COPI et AJAEDO.

Par le jeu de la solidarité aussi, la PFPC et Dynamique de paix appuient le GC, constitué d'anciens combattants sortis du maquis, pour des plaidoyers au niveau du MFDC, celui –ci étant de loin, parmi les OSC, celui qui capte le moins de fonds. Les contributions du financement d'AJWS dans le domaine de la paix dans la région et comment ces contributions elles peuvent être renforcées

Les relations partenariales avec AJWS

OSC	Comment s'est noué le partenariat	Début	Durée	Montants	Programmes
Afrique en Jeux (AFEX)	C'est suite à une rencontre organisée par le CONGAD et à l'occasion d'un entretien que le partenariat s'est noué. Nous avons reçu une visite de terrain et puis avons été invités à déposer la demande subvention. Des échanges de mails et le financement a été obtenu.	2009			
CADP	Bouna Mané a facilité la relation avec AJWS. Il nous a parlé de comment elle travaille et dans quels domaines. Et le CADP a pu bénéficier du financement d'AJWS.	2012			
COPI	AJWS est venu vers nous grâce à notre performance et le travail réalisé sur le terrain. Par leur responsable, elles nous ont présenté leur organisation et leur domaine d'activité qui correspond à notre vision et notre démarche et c'est de là que nous avons reçu leur canevas que nous avons rempli et transmis à la maison mère	2013			
USOFORAL					
Kabonketor	C'est suite au soutien apporté par la responsable résidente d'AJWS qui a porté hauts nos réalisations et nos interventions. L'argent vient d'être annoncé mais pas encore logé dans nos comptes	2014			
DPC					

Les relations partenariales avec AJWS

OSC	Comment s'est noué le partenariat	Début	Durée	Montants	Programmes
ASAPID	AJWS a travaillé avec COPI et CADP qui sont nos partenaires. C'est par ce canal que nous avons eu le contact avec et nous sommes allés vers la coordinatrice qui nous a donné des formulaires à remplir. Puis nous avons été invités à participer à des ateliers organisés par AJWS à Ziguinchor	2014			
Le Gabou	<ul style="list-style-type: none"> - Information d'une mission AJWS par World Education. - Contact avec le représentant local d'AJWS - Échange de courrier. - Obtention du canevas (formulaire) - Soumission adressée à AJWS. - Sélection. - Financement. - Formation sur la mise en œuvre du projet 	2013			
PFPC	Par le biais d'USOFORAL qui a accepté de transférer à la PFPC le financement d'un projet obtenu d'AJWS	2013	2016		
W E	AJWS a pris l'initiative de se rapprocher de nous, elle a entendu parler de World Education. Après une visite sur le terrain, elle a souhaité recevoir une proposition de notre part pour une radio parce qu'elle a trouvé le concept très intéressant !				

Parmi les organisations enquêtées, AJWS a eu à en financer 11 dans le domaine des droits civils et politiques avec un accent sur la recherche de la paix, le leadership et les droits des femmes en Casamance.

La PFPC a été introduite dans le portefeuille du partenariat par USOFORAL qui bénéficiait d'un financement AJWS. Le Gabou a reçu l'information sur AJWS par le canal de World Education qui en était déjà partenaire. ASAPID a été renseigné par COPI et CADP alors que pour AFEX, la relation s'est établie suite à une rencontre organisée par le CONGAD.

Ce qu'il est intéressant de noter, c'est que le système de mise en relation est en fonction des centres d'intérêt commun (USOFORAL- PFPC pour l'implication des femmes dans la construction de la paix), de thématiques communes (World Education – Gabou pour les radios communautaires) et/ou de zone d'intervention (COPI-CADP-ASAPID interviennent dans le Bignona).

Par contre, COPI, CADP, Kabonketor, AFEX et World Education semblent avoir bénéficié du partenariat à partir de contact direct des consultants nationaux successifs d'AJWS.

Globalement, ces OSC partenaires de l'AJWS sont satisfaites à très satisfaites de la collaboration (voir tableau 3).

Les OSC jugent que le partenariat avec AJWS est très bénéfique pour elles. 90% estiment que ce partenariat est « bien » et 10% qu'il est « très bien ».

Quant à Kabonketor, elles attendent de voir, car la relation vient de démarrer.

Les procédures de financement

AFEX, COPI, la PFPC et le Gabou décrivent la procédure de financement en les mêmes termes et étapes.

Les OSC partenaires ont bien apprécié les procédures de financement, mais COPI demande que compte soit tenu de la faible connectivité en milieu rural alors que le dialogue autour des propositions se fait souvent par le biais d'internet.

Pour l'AFEX, la procédure est « *bonne, efficace, meilleure et permet de s'adapter aux réalités du milieu, au contexte et (il y a) une cohérence dans les interventions* ».

L'association de Gabou constate à son tour qu'il n'y a « *pas de lourdeur administrative* ». Pour le COPI il y a « *Beaucoup de souplesse, une bonne collaboration, une communication très appropriées et un climat de franche convivialité* ».

Concernant les modalités de versement du financement, la PFPC estime qu'il faudrait virer la totalité du financement en une seule fois afin de diminuer les frais de transfert bancaire.

En plus de cela, la durée de subvention est jugée faible (courte durée). Par conséquent, il faudrait la rallonger pour les permettre d'étendre les objectifs des projets et de mieux outiller ceux qui assureront la relève. Cet avis est partagé par le CADP et la PFPC.

Analyse de l'appréciation des forces, faiblesses du partenariat et les thématiques à renforcer selon les OSC

Les ressources du financement ont permis, entre autre, de prendre en charge les frais de fonctionnement et un renforcement de capacité des ressources humaines de l'AFEX.

Les partenaires ont également apprécié les thématiques « défavorisées » par les financements d'AJWS. Parmi cela il y a la santé communautaire (AFEX).

Pour le CADP, « le financement ne tient pas compte des besoins des populations mais de la ligne de conduite d'AJWS » et cela pourrait évoluer si on veut atteindre une collaboration efficace. Il faudrait, selon lui, mettre en place des mesures d'accompagnement pour rassurer les combattants ainsi que les populations. AJWS pourrait par exemple financer la mise en place d'infrastructures et s'intéresser à la transformation et à la commercialisation des produits locaux. World Education propose de travailler sur la thématique de la gestion des ressources naturelles dans les zones de Sindian, Médina Yorofoula, Kabada et Wassadou.

Pour le COPI, AJWS pourrait plutôt orienter son financement dans le retour des déplacés. Quant à la PFPC, elle suggère d'étendre le financement en dehors de la Casamance pour une prise en charge au niveau national du processus de construction de la paix.

La satisfaction vis-à-vis la collaboration avec AJWS est exprimée par 10 des 11 OSC partenaires

Le degré de participation des partenaires à la prise de décision est jugée satisfaisant et les partenaires ont une bonne perception des relations avec AJWS, à tel point que plusieurs OSC ont été introduites dans le portefeuille sur information d'une de leur collègue.

De même, les OSC apprécient l'appui conseil et la réorientation que fournit AJWS grâce à la consultante nationale pour assurer de meilleurs résultats des projets.

L'impact du financement d'AJWS dans notre organisation, c'est :

- la prise de conscience de notre force avec la stabilité et la fonctionnalité de notre structure ;*
- L'augmentation du staff et le renforcement de capacités des membres ;*
- L'amélioration de la qualité de notre travail : production de documents de qualité et de film ;*
- La PFPC est devenue une référence incontournable dans les questions de paix ;*
- Le renforcement de l'unité des organisations de la PFPC*
- La création de synergies d'actions ;*
- L'amélioration de la communication interne et externe.*

Mme Ndèye Marie Diédhiou, Présidente de la PFPC

Avec AJWS il ya eu une transparence et une lisibilité de nos actions et de nos interventions nous sommes outillés et nous sommes fiers même si le niveau reste encore à relever.

AJWS nous permet d'ordonner nous-mêmes nos dépenses et de devenir plus autonome dans nos interventions. Nous n'étions pas comme ça au début avec un autre partenaire.

C'est ce partenaire qui gérait les fonds et qui exécutait les dépenses et payait les factures mais par contre, AJWS nous responsabilise. Nous sommes accompagnés pour mieux faire. Nous souhaitons le renforcement de cet accompagnement car notre niveau est un peu faible. Il ya aussi l'éloignement entre le siège et le terrain où se trouve l'OSC, surtout à cause de l'enclavement de notre zone.

Daouda Bosse Sonko, Président du CADP de Djinone

III.2. Quels sont les gaps stratégiques pour AJWS Comment ces contributions peuvent-elles être renforcées?

Les gaps à combler relèvent de domaines suivants :

Les thématiques

Les propositions de thématiques à couvrir intègrent la gestion des ressources naturelles qui constitue un élément conflictogène en Casamance.

Le nombre de partenaires et leur localisation

Le nombre d'OSC œuvrant réellement pour la paix en Casamance et appuyé dans leur travail est jugé insuffisant par les partenaires. Cet appui supplémentaire doit des OSC connues pour leur intervention effective sur le terrain et pas des groupes d'affairistes qui ont fait du conflit une source de revenus personnels.

Pour les partenaires, l'intervention d'AJWS devrait également dépasser la Casamance et s'intéresser aux autres régions du Sénégal, d'autant plus que la construction de la paix pour qu'elle soit encore plus efficace doit revêtir une dimension nationale. La suggestion est qu'AJWS appuie 2 ou 3 organisations, chacune bien implantée au niveau national et sensible à la paix en Casamance.

Le statut des partenaires

En plus des partenaires déjà inclus au portefeuille d'AJWS, la fondation doit y ajouter des OSC actives sur la participation politique des femmes afin de donner encore plus de force à l'action sur cette thématique. L'intérêt serait de porter l'attention sur des groupes en dehors de Dakar aussi.

En plus, AJWS pourrait penser à appuyer davantage les OSC de jeunes et/ou les programmes en direction des jeunes mais en prenant soin que les jeunes filles soient associées au leadership et à la décision, pas seulement de façon formelle, mais de manière effective.

La durée et le montant des financements

Un autre gap à combler concerne les montants des financements et leur durée.

Certes des partenaires ont financé des activités sur une année, voire sur 6 ou 3 mois, mais des appuis ponctuels ne sauraient générer un impact profond et durable sur le processus.

Afin de faire accroître les montants des financements, il serait possible de mettre les organisations en réseau selon une articulation pertinente des thématiques, des cibles et des zones d'intervention d'une part. Et ceci en conjonction avec la mise en réseau des bailleurs de fonds pour un Fonds Spécial OSC Casamance.

Le travail en faveur de la paix, sur un conflit qui a duré plus de 3 décennies, qui a sédimenté des idées, des comportements et des pratiques de conflit, il est nécessaire de s'inscrire dans une perspective de moyen terme, pas de court terme, accompagnée de financements importants, accompagné d'une coordination solide des interventions.

C'est dommage qu'il n'y ait pas de bailleurs majeurs dont l'action est dévolue à la construction de la paix. La construction de la paix nécessite non pas des financements ponctuels mais des financements de programmes, plus structurels, plus englobants car il s'agit d'une action de longue durée, de stratégies de changement de d'opinions, de comportements et de pratiques structurés pendant plusieurs décennies de conflit.

Mais on se rend compte que les financements octroyés de donnent pas aux OSC une flexibilité financière de longue durée.

La barrière de la langue constitue aussi un handicap pour les OSC car les bailleurs qui financent utilisent l'anglais et les français ne donnent rien aux OSC.

En plus, il leur manque les capacités nécessaires pour lever les fonds, élaborer des plans stratégiques, mobiliser des ressources humaines, technologiques et financières pour le fundraising.

Si tout le monde fait la même chose, à petite échelle, cela n'aboutit à rien. Les OSC doivent donc créer une synergie entre elles à partir de plan stratégique partagé ou contenant des actions collectives clés.

Mme Tabara Ndiaye, Consultante nationale New Field Foundation

La période des trois (03) prochaines années est très courte. La projection devra s'effectuer sur dix (10) ans).

Nfaly Badji Directeur Agence Régionale de Développement ARD Sédhiou

IV. QUELS SONT LES RESULTATS CLEFS ET LES POINTS DE REPERES QUI PEUVENT ETRE UTILISES POUR SUIVRE ET EVALUER EFFICACEMENT LES PROGRES DES STRATEGIES DE SUBVENTIONS ET LA CONTRIBUTION D'AJWS AUX QUESTIONS LIEES A LA PAIX ET LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA REGION?

Durant l'atelier de partage avec les organisations, elles ont exprimé leurs projections dans la perspective des 3 prochaines années afin de surmonter les difficultés et faiblesses auxquelles elles sont confrontées, réaliser l'image de la victoire.

- Dans les radios, les populations parlent et mettent la pression à l'état et au MFDC
- Des OSC hors de la Casamance appuient notre travail
- Il n'y a plus de viols des filles et des femmes
- Il y a des rencontres d'échanges périodiques entre les OSC
- Il y a une plateforme régionale regroupant les OSC
- L'accalmie est maintenue
- L'acte III est mis en œuvre avec les populations, pour la paix
- La collaboration entre les OSC de Casamance se renforce
- La collaboration se renforce avec les organisations en Gambie et en Guinée Bissau, il y a des rencontres, des visites d'échanges, des plaidoyers sont faits ensemble
- Le plaidoyer sur la paix porte ses fruits
- Les femmes siègent de façon paritaire dans les espaces de prise de décision à tous les niveaux
- Les conflits sont mieux gérés au sein des communautés
- Les conseils locaux élus s'impliquent dans la paix
- Les députés votent une résolution pour la paix
- Les jeunes et les femmes bien capables dirigent le processus de plaidoyer pour la paix
- Les mécanismes communautaires de prévention et de résolution des conflits sont plus solides et influencent même les OSC
- Les militaires et le MFDC connaissent mieux et appliquent la loi et respectent les droits humains
- Les OSC font des rapports clairs avec des capacités organisationnelles et de gestion renforcées
- Les OSC ont des rencontres de concertation sur la paix
- Les OSC sont dans la salle de négociation avec le MFDC, l'état et les facilitateurs
- Les parties en conflit écrivent un mandat aux OSC
- Les réfugiés sont rentrés dans leurs foyers et ont des activités économiques
- Les zones de conflits en Casamance sont développées (les gens produisent bien, les familles sont en bonne santé, les enfants vont à l'école, sans peur)
- On lit un communiqué sur la paix définitive
- Plus d'accident de mines
- Les financements sont plus importants en montants
- Tout le déminage est réalisé

La gestion du processus de paix étant complexe, les OSC estiment devoir prendre les mesures suivantes :

- Améliorer leurs capacités internes par la programmation des activités de renforcement de capacités organisationnelles et de compétences des ressources humaines
- La mutualisation du partage des expériences entre OSC intervenant dans la même zone (exemple région de Ziguinchor, région de Sédhiou et région de Kolda ou bien au niveau départemental) ou qui sont actives sur les mêmes thématiques
- L'organisation de session générique de formation pour tous les partenaires d'AJWS au Sénégal

- Le recours ponctuel à des ressources humaines externes au niveau national / international ou parfois une demande de contribution à ces ressources humaines externes pour des tâches ponctuelles comme l'amélioration et la finalisation des documents de projet, l'élaboration des plans de travail annuel.

Ces mesures individuelles d'organisation sont confirmées par l'atelier de partage qui a permis d'identifier les résultats clefs de court et moyen terme ainsi que les points de repères qui peuvent être utilisés pour suivre et évaluer efficacement les progrès des stratégies de subventions et la contribution d'AJWS

Selon les OSC, le créneau pertinent pour AWJS est qu'elle continue aussi de soutenir les communautés dans leurs efforts de transformer et d'améliorer **les conditions socio-économiques** dans le contexte de recherche de solutions pour la paix définitive, avec un accent sur les droits des femmes et des jeunes, mais en intégrant aussi des thématiques comme la **gestion des ressources naturelles** (GRN).

Au cours des trois dernières années, AWJS à travers les stratégies développées a accumulé beaucoup d'expérience avec des structures actives sur **la décentralisation et la gouvernance locale**. Cette thématique peut diversifier la toile de fonds de la stratégie triennale.

Dans la plupart des zones où les partenaires AWJS travaillent, il y a maintenant plus de reconnaissance du rôle que peut jouer la société civile dont les organisations de femmes qui travaillent sur la paix, la promotion du leadership et les droits des femmes.

Par conséquent, il y a une demande élevée de renforcement des capacités de ces OSC pour pouvoir planifier, mettre en œuvre et surveiller leurs propres projets de développement.

Les domaines stratégiques suivants contribueront à la réalisation de cette mission ouverte à tous les partenaires techniques et financiers intervenant en Casamance et ou sur la paix.

NB : les productions ont été affinées et complétées par le cabinet COGEMAP

Domaine de stratégie

Les capacités actuelles des organisations ont certes permis d'arriver à des résultats notables, mais elles sont relativement faibles en gouvernance locale et participation citoyenne, alors que beaucoup de personnes parmi la population et les parties en conflit ainsi que les élus parlementaires et locaux ignorent les textes de la décentralisation, les conventions que le Sénégal a endossées concernant la défense d'utilisation des mines antipersonnelles.

Le renforcement des capacités des acteurs à la base par l'information et la formation des autorités locales, des parlementaires, des populations, des parties prenantes du MFDC (femmes, jeunes) et des militaires sur les droits, la décentralisation et la gestion non violente constitue un des axes stratégiques pour les 3 prochaines années.

Programme

1. Former les conseillers et les populations sur la gouvernance locale, sur la participation populaire et le contrôle citoyen
Vulgariser les textes sur la décentralisation avec un accent sur la participation citoyenne
2. Former les conseillers et les parlementaires (qui sont tous des élus) sur la gestion non violente des conflits et sa prise en compte dans leur mandat
3. Former les militaires et les parties prenantes du MFDC sur le respect des droits dans les contextes de conflit et en communication non violente
4. Vulgariser les textes et les lois sur les mines et sensibiliser sur leurs dangers
5. Contribuer au retour et à l'encadrement des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs localités

Résultats attendus et indicateur de succès

1. Les populations et les conseillers sont capables d'expliquer les rôles et les responsabilités des élus et leurs relations avec les autres acteurs dans la gestion du pouvoir local
Les populations participent effectivement au processus de planification du développement local dans le cadre de la mise en œuvre de l'acte III
Au moins la moitié des conseils locaux de la Casamance intègrent une rubrique dialogue social et gestion non violente des conflits dans le budget et exécutent des activités sur cette thématique
2. Les parlementaires votent une résolution sur la paix en Casamance et mettent en place un comité parlementaire de suivi de la résolution
3. Les parties prenantes du MFDC et les militaires et paramilitaires adoptent un comportement respectueux des droits dans les zones de conflit. La vie, les biens, les opinions des populations ainsi que les interventions des OSC et des partenaires au développement sont sécurisés (0 attaque)
Une rencontre d'échanges annuelle sur la paix met en présence les OSC, actives sur la paix avec les femmes et les jeunes favorables au MFDC

Les jeunes et les femmes parties prenantes du conflit s'impliquent dans la recherche de la paix

4. Les accidents liés aux mines sont évités (0 accident)

Le déminage des zones encore suspectes est effectif (0 mine, 0 accident)

5. Les personnes déplacées et les réfugiées négocient, développent et mettent en œuvre les plans de retour définis

Il n'y a plus de nouveaux déplacements (0 déplacement)

Domaine de stratégie

La recherche de la paix a contribué à l'instauration d'une accalmie relative : il n'y a plus d'attaque, plus de braquage, mais une mine a éclaté dans le Bignona en août 2014. Il faut transformer cette accalmie relative en paix effective et durable.

Le plaidoyer, le dialogue social et la communication pour le développement et la paix doivent être développés dans ce sens.

Programme

- Promouvoir les valeurs socioculturelles pour la paix
- Renforcer le rôle des médias dans la communication, la mobilisation sociale et le plaidoyer pour la paix
- Améliorer le dialogue entre le maquis et les populations

Résultats attendus et indicateur de succès

- Un plan de communication stratégique et de communication sociale de dimension régionale mais aussi avec des volets spécifiques est élaboré de façon collaborative, mis en œuvre et évalué par au moins 50% des OSC actives sur la paix
- Les mécanismes de prévention et de gestion des tensions et des crises fonctionnent au sein des communautés
- les mécanismes communautaires de gestion des conflits et de leur résolution non violente sont consolidés
- Le nombre de conflits inter, intra communautés diminue comparativement aux données détenues par chaque association dans sa zone concernant les 2 dernières années
- Les mécanismes de prévention et de gestion des tensions et des crises mettent en dialogue les populations et le MFDC au moins dans la zone rouge
- A travers les radios communautaires ou autres radios, par divers moyens, les populations se prononcent clairement sur la paix, pour les droits des catégories rendues plus vulnérables par le conflit et en faveur du développement, en moyenne une fois chaque semaine ??, dans chaque département

Domaine de stratégie

Des collaborations existent mais de façon souvent non formelle et surtout entre OSC actives dans des zones mitoyennes comme COPI, ASAPID et CADP dans le Sindian et le Diouloulou, au niveau de Ziguinchor entre PFPC et USOFORAL, entre Ziguinchor, Goudomp et les zones frontalières bordant le département, etc..

La collaboration, la synergie entre les OSC, la consolidation des initiatives de mouvement au niveau communautaire, au plan régional (Casamance naturelle), leur extension au niveau national et sous régional avec un accent sur le leadership des femmes et des jeunes est posée comme une nécessité

Programme

1. le mouvement collaboratif pour la paix dans la région de la Casamance est construit sur l'étendue du pays et au niveau sous régional avec un accent sur le leadership des femmes et des jeunes
2. la construction de la paix est une question nationale ayant une dimension transfrontalière et sous régionale renforcée
3. les succès des OSC et des organisations qui en sont les artisans sont documentés et illustrés avec les bonnes pratiques et les expériences réussies

Résultats attendus et indicateur de succès

1. Au moins 10 expériences de mécanismes communautaires de paix sont documentées, capitalisées et partagées entre les OSC

Les membres des mécanismes communautaires de paix renforcent leurs capacités ainsi que l'accalmie en cours par l'organisation d'un événement culturel annuel avec l'implication des communautés vivant dans les zones frontalières et des OSC de la Gambie et de la Guinée Bissau

Les mécanismes communautaires contribuent à la diminution des conflits liés à l'accès à la terre, aux ressources naturelles, le vol de bétail, etc. en comparaison avec les 2 dernières années

2. Une Plateforme des OSC composées des 34 structures actives dans la recherche de la paix est mise en place dans la région naturelle de Casamance sous le leadership des femmes et des jeunes

La Plateforme des OSC de la paix en Casamance élabore et restitue publiquement un mémorandum sur la paix, incluant l'expression de l'opinion des populations et incluant la R1325

La Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC) parachève l'installation des points focaux dans tous les départements du pays

3. La Plateforme des OSC en Casamance noue des relations sanctionnées par des contrats de collaboration et initie des actions communes pour la paix avec des OSC d'autres localités du pays

Une journée nationale d'action pour la paix (JNA) est organisée dans au moins les 3/4 des régions du pays, sous le monitoring des membres de la Plateforme des OSC, en particulier les femmes et les jeunes

La thématique d'au moins trois journées internationales célébrées au Sénégal est orientée vers la paix (8 mars, journée de l'enfant africain, 16 jours d'activisme contre les VBG, journée du handicap, journée de l'environnement, etc.)

La journée panafricaine des femmes (la journée de l'enfant africain) est commémorée en collaboration avec des organisations de femmes (de jeunes) d'autres pays ouest africains autour de la paix dans la sous-région

Au moins 5 visites d'échanges entre OSC de la Casamance et du reste du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée Bissau et d'autres pays africains sont organisées

4. Le processus de mise en place de la Plateforme des OSC est documentée (textes, rapports, photos, interviews, films, site web, etc.)

Au moins 10 expériences d'OSC membres de la Plateforme sont documentées et partagées dont au moins la moitié issue d'OSC de femmes et de jeunes

Parmi les 10 expériences d'OSC, le tiers au moins est publié sous différentes formes

Les radios communautaires diffusent les expériences à travers les ondes comme élément de formation et de sensibilisation mais aussi de plaidoyer.

Domaine de stratégie

Les OSC, surtout la PFPC, USOFORAL, DPC, World Education et Kabonketor ont réussi une influence sur l'état et sur les différents camps du MFDC. Mais cela n'a pas encore abouti à la signature d'un accord définitif de paix, ni à la participation effective des OSC au processus de négociation, alors que la discussion est entamée entre l'état et le groupe de Salif Sadio.

Cette stratégie concerne d'influencer le processus de paix par la consolidation du dialogue entre l'ensemble des différents protagonistes, l'implication des pays limitrophes (Gambie et Guinée Bissau) et la participation effective des OSC aux négociations

Programme

- Capter l'opinion et les propositions des communautés et des différentes catégories au sein de la population pour consolider la voix des OSC au sein de la plateforme régionale sur les conditions de la négociation dans un aller-retour collecte/restitution
- Faciliter le rapprochement et la concertation entre les composantes du MFDC
- Renforcer les capacités du Groupe de Contact (GC) dans son rôle de facilitateur
- Amener l'Etat et le MFDC à décliner une feuille de route claire, transparente et inclusive des OSC pour la paix
- Conduire la Gambie et la Guinée Bissau à s'engager effectivement dans le processus de paix
- Amener l'Etat à mieux impliquer les OSC dans le processus de négociation par le plaidoyer et le lobbying

Résultats attendus et indicateur de succès

- Des rencontres entre les factions du MFDC ont lieu, sanctionnées par des documents écrits publiés dans l'opinion régionale, nationale et internationale prise comme témoin
- Au moins les 2/3 des factions collaborent pour aller ensemble aux négociations
- Une feuille de route est élaborée sur la proposition de l'Etat et acceptée par les parties en conflit
- La feuille de route est connue par les différents intervenants dans la paix, et résumée dans ses grandes lignes pour informer les populations
- L'Etat et le MFDC convient effectivement la Guinée Bissau et la Gambie qui, elles aussi s'engagent pour faciliter les négociations
- Les parties en conflit acceptent la participation de la Plateforme des OSC pour la paix en tant que porteuses de la voix des communautés
- La Plateforme des OSC actives sur la paix en Casamance est informée de la feuille de route

- La Plateforme des OSC a conçu et utilise un vade-mecum consensuel avec un accent sur les droits des femmes et des jeunes pour diffuser les positions, les actions et les arguments avant et durant les négociations, dans les instances de négociation et au dehors, au sein des OSC et des populations afin de maintenir l'influence
- Les médias, en particulier les radios communautaires, intègrent de façon transversale et de façon spécifique la paix dans tous leurs programmes et informent sur le déroulement des négociations
- La Plateforme des OSC pour la paix crée une opinion publique large au Sénégal, en Gambie, en Guinée Bissau et dans la sous région favorable à la paix pour inciter les différentes parties à conclure des accords qui prennent en compte les droits des catégories les plus marginalisées
- Des OSC sont mandatées clairement par leurs pairs et participent effectivement au processus de négociations, en tenant compte de la pluralité et des paramètres de genre (femmes, jeunes, rural, urbain, personnes vivant avec un handicap)
- Les OSC qui participent effectivement au processus de négociations informent régulièrement et à temps leurs pairs, les populations et l'opinion
- Au moins deux OSC de la Guinée Bissau et deux de la Gambie utilisent le vade-mecum dans leurs pays et sont observateurs des négociations

Domaine de stratégie

50% de l'économie a été dévastée par le conflit. L'état, les partenaires au développement, les OSC et les communautés œuvrent pour la reconstruction de la région. Malgré cela, d'énormes besoins persistent en matière de développement. Pour y faire face, l'état a promis un Projet de Pôle de Développement de la Casamance (PPDC), dans le cadre de la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation pour un montant de 23 000. 000. 000. FCFA

Ainsi, le plaidoyer et le lobbying pour le développement socioéconomique des zones de conflits en Casamance, qui prenne réellement en compte les besoins exprimés par les populations, revêt une dimension centrale.

Programme

- Conduire des campagnes de plaidoyer pour le développement socioéconomique des zones de conflits
- Promouvoir le lobbying pour une discrimination positive en faveur du développement de la Casamance

Résultats attendus et indicateur de succès

- Les populations formulent leur vision et leurs objectifs de développement ainsi que leurs attentes vis-à-vis de l'Etat, en rendant très audible la voix des femmes et des jeunes
- Les populations exigent des engagements clairs, datés et chiffrés de la part de l'Etat à partir du Projet de Pôle de Développement de la Casamance (PPDC), inscrit dans la nouvelle politique de développement territorialisé
- Un comité de veille et de surveillance de la mise en œuvre du PPDC est mis en place par la Plateforme régionale des OSC pour la paix en association avec d'autres acteurs (secteur privé, artisans, etc.) qui élabore des recommandations et diffuse des rapports périodiques publics

- Le comité de veille et de surveillance de la mise en œuvre du PPDC sous le monitoring de la Plateforme régionale des OSC pour la paix construit un réseau de relations jusqu'au plus haut niveau de l'Etat
- Le comité de veille et de surveillance de la mise en œuvre du PPDC sous le monitoring de la Plateforme régionale des OSC pour la paix amène l'état à respecter au mois 75% des engagements en quantité, en qualité et dans les délais préalablement définis.

Domaine de stratégie

Les OSC actives sur la paix sont relativement faibles au plan institutionnel, organisationnel et financier, bien que certaines comme World Education, DPC, USOFORAL émergent du lot.

Le renforcement des capacités des OSC partenaires d'AJWS constitue une stratégie pour tirer en avant l'action des OSC actives sur la paix dans la région. Les OSC partenaires d'AJWS constituent au moins le tiers du lot.

Programme

- Elaborer un plan de renforcement des capacités organisationnelles sur la base d'un diagnostic institutionnel participatif (DIP) ou un SWOT
- Organiser une formation générique des OSC partenaires d'AJWS en gestion de projet (élaboration de cadre logique et suivi évaluation, rapportage)

Résultats attendus et indicateur de succès

- Les OSC partenaires d'AJWS actives dans le processus de paix identifient leurs forces, leurs faiblesses ainsi que leurs potentiels institutionnels et mettent en œuvre les moyens réalistes de leur développement organisationnel (DO)
- Les OSC partenaires d'AJWS actives dans la paix, en particulier celles des femmes et des jeunes, assurent le leadership de la construction de la Plateforme des OSC et dans la participation des OSC au processus de paix
- Les OSC partenaires d'AJWS diversifient et renforcent leur portefeuille de partenariat technique et financier ainsi que leurs moyens d'action, comparativement aux 2 dernières années d'exercice
- Des rencontres d'échanges entre les OSC partenaires d'AJWS sont organisées au moins une fois par an

Domaine de stratégie

La centralité des femmes en Casamance est une réalité endogène, tendanciellement diminuée par les instances électives modernes (élections locales, parlementaires, etc.)

Les OSC actives sur la paix ont aussi œuvré pour une plus grande participation des femmes et des jeunes à la prise de décision, comme USOFORAL, DPC, AFEX, COPI, etc.

La vulgarisation de la loi sur la parité, le renforcement de capacités des femmes et des jeunes a permis l'amélioration (**le nombre ??**) de leur représentation dans les instances communautaires et locales.

Mais l'accroissement de la participation politique des femmes de la Casamance et de leur leadership dans les espaces de prise de décision locale, régionale et nationale demeure un axe central à investir

Programme

- Vulgariser et faire s'approprier la loi n° 2010- 11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue Homme-Femme applicable au niveau de toutes les institutions totalement ou partiellement électives
- Dérouler un plaidoyer en direction des partis politiques et des coalitions de partis pour une investiture stratégique de femmes résidant de façon permanente en Casamance comme facteur de consolidation de la paix
- Renforcer les capacités des femmes candidates en Casamance
- Construire un positionnement stratégique de la Plateforme des OSC actives sur la paix en Casamance, en particulier des partenaires d'AJWS dans la région, spécifiquement les femmes

Résultats attendus et indicateur de succès

- Au moins 20 % des candidates sur les listes aux élections législatives de 2017 sont constituées de femmes ayant leur résidence permanente en Casamance, afin de tripler la représentation actuelle qui est de 7,5% dans la législature actuelle (Source : liste des membres du parlement)
- Plus de la moitié des candidates ayant leur résidence permanente en Casamance réparties sur les différentes listes des partis et coalitions sont en position éligible
- Des femmes membres de la Plateforme des OSC actives sur la paix en Casamance figurent sur diverses listes de candidature aux élections législatives de 2017
- Les partenaires d'AJWS font campagne pour une participation des électrices au scrutin, basée des critères d'appréciation des listes identifiés de façon participative avec les femmes en partant de leurs préoccupations locales
- Les partenaires d'AJWS partagent les critères définis de façon participative par les femmes avec d'autres OSC actives sur les droits des femmes au Sénégal et en Afrique
- Les partenaires d'AJWS auditionnent les représentant-e-s des listes de partis et de coalitions de partis sur leurs projets législatifs, spécifiquement concernant la situation des femmes, et documentent le processus pour le partager
- Les partenaires d'AJWS documentent le taux de participation des électrices en Casamance, pour établir une situation de référence sur ce point
- Les partenaires d'AJWS ont établi des relations/alliances avec des leaders féminines puissantes (politiciens, membres des parlements, des hauts fonctionnaires, etc.)
- Ces relations/alliances les consultent au moins une fois par an sur des questions clés qui touchent les droits politiques des femmes aux niveaux local, régional et national
- Les partenaires d'AJWS, en collaboration avec d'autres OSC de droits des femmes, en collaboration avec les leaders féminines puissantes se mobilisent pour l'application de la loi sur la parité dans la composition du Parlement National